

*Paper prepared for the
Second Euroacademia International Conference
Re-Inventing Eastern Europe*

Prague, 15 – 16 November 2013

*This paper is a draft
Please do not cite*

**LA CARTOGRAPHIE COGNITIVE FRANÇAISE DE
L'EUROPE CENTRALE-ORIENTALE ET LA POURSUITE
DES BUTS DES MILIEU DE LA FRANCE (1871-1925)**

*

**[The French Mental Mapping of East Central Europe and
the Pursuit of France's Milieu Goals (1871-1925)]**

PROVISIONAL FRENCH DRAFT OF THE ARTICLE

**Marius-Mircea Mitrache
Université Paris-Est**

Définir le concept de carte mentale géographique

Parmi les conséquences les plus lourdes de la Deuxième Guerre Mondiale, à part les pays ravagés par le conflit, l'anéantissement des économies et des sociétés, ou l'effroyable perte des vies humaines, on peut compter aussi cette division du monde entre deux blocs rivaux, antagonistes, se guettant l'un l'autre, essayant toujours de découvrir les faiblesses, les limites et les intentions de l'autre. C'est un drôle de monde, car il a beau vivre au milieu du siècle de la vitesse, ses frontières restent verrouillées et cadenassées par les angoisses qui se cachent derrière les prises de décisions politiques. Les sources de ces angoisses sont multiples. Soit il s'agit du conflit idéologique, soit de l'imminence de la réouverture des hostilités à peine closes, ou bien plus terrifiant, de la psychose d'une guerre nucléaire exterminatrice. Ces craintes font que les frontières de la Guerre froide sont bien gelées. C'est l'époque des sentinelles, des gardiens, c'est l'époque du Checkpoint Charlie, des barbelés, du rideau de fer et des transfuges. Dans ces conditions pour connaître l'autre, il faut l'imaginer. Ce n'est pas par hasard que c'est dans le contexte de la Guerre froide¹ que le concept de « carte mentale » ou « carte cognitive » fait son apparition dans les milieux universitaires américains, à la croisée des études en psychologie et en géographie. Fortement influencé par la psychologie *Gestalt*, ce terme de carte cognitive sera repris par les études behavioristes des années 60 et 70 pour être utilisé bientôt dans le domaine des sciences politiques, de la sociologie et de l'anthropologie² et finalement dans celui de l'analyse de la politique étrangère (en anglais, *foreign policy analysis* ou FPA).

Etant employé dans tellement de domaines de recherches, ce terme peut être soumis à la tentation de recevoir plusieurs définitions dans des contextes variés, selon les différents buts de son usage. L'une des définitions la plus précise et objective est celle qui nous dit que « *une carte cognitive est une construction mentale qui nous utilisons pour comprendre et connaître un environnement ... Les cartes cognitives, cependant, ne sont pas seulement un*

¹ Cf. Dr. Casey Steven, Jonathan Wright (dir.), *Mental Maps in the Early Cold War Era, 1945-1968*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011, 327 p.

² Cf. Les Roberts (dir.), *Mapping Cultures : Place, Practices, Performance*, Basingstoke :Palgrave Macmillan, 2012, 296 p.

ensemble de structures mentales spatiales indiquant la position relative; elles contiennent des valeurs d'attributs et de significations³. »

Une définition plus complexe qui souligne l'importance d'une telle « carte » pour le décideur politique, en nous éclairant le fait qu'⁴ : « une carte cognitive fait appel à un ensemble spécifique de croyances et de leurs interdépendances telles qu'elles existent dans l'esprit du décideur concernant certains aspects de l'environnement⁵ ». Cet ensemble spécifique des croyances sur les certains aspects de l'environnement se forment suite à un processus appelé « cartographie cognitive » (cognitive mapping). Selon les définitions⁶ de Roger Downs et David Stea :

« L'individu reçoit des informations à partir d'une source complexe, incertaine, changeante et imprévisible via une série de modalités sensorielles imparfaites, fonctionnant sur différentes périodes de temps et intervalles entre les périodes de temps. De cette diversité, la personne doit utiliser les informations agrégées pour former une représentation complète de l'environnement. Ce processus d'acquisition, de fusion et de stockage est la cartographie cognitive, et le produit de ce processus à tout moment peut être considéré comme une carte cognitive ... Tenant compte de la carte cognitive, l'individu peut formuler la base d'une stratégie de comportement environnemental. Nous considérons la cartographie cognitive comme un élément fondamental dans l'adaptation de l'homme, et la carte cognitive comme une condition nécessaire pour l'homme à la fois pour le comportement dans l'environnement quotidien et pour la survie humaine⁷ ».

³ Robert M. Kitchin, « Cognitive Maps: What Are They and Why Study Them? » in *Journal of Environmental Psychology*, vol 14, numéro 1, 1994, p. 2.

⁴ S'agissant des définitions techniques nous avons décidé de présenter aussi le texte en original pour plus de clarté. La définition en anglais est : « a cognitive map refers to a specific set of beliefs, and their interconnectedness, as they exist in the mind of the decision maker concerning some aspects of the environment. »

⁵ Jerel A. Rosati, « A Cognitive Approach to the Study of Foreign Policy » in in *Foreign Policy Analysis: Continuity and Change in the Second Generation*, Laura Neack, Patrick J. Haney, and Jeanne A.K. Key(dir.), Englewood Cliffs, N.J. : Prentice Hall, 1995, pp. 56-57.

⁶ Le texte original en anglais est : « The individual receives information from a complex, uncertain, changing and unpredictable source via a series of imperfect sensory modalities, operating over varying time spans and intervals between time spans. From such diversity the individual must aggregate information to form a comprehensive representation of the environment. This process of acquisition, amalgamation and storage is cognitive mapping, and the product of this process at any point of time can be considered a cognitive map. Given a cognitive map, the individual can formulate the basis for a strategy of environmental behaviour. We view cognitive mapping as a basic component in human adaptation, and the cognitive map as a requisite both for human survival and for everyday environmental behaviour.

⁷ Roger M. Downs, David Stea, « Cognitive Maps and Spatial Behaviour : Process and Products », 1973, in Martin Dodge, Rob Kitchin, Chris Perkins, (dir.) in *The Map Reader : Theories of Mapping Practice and Cartographic Representation*, John Wiley and Sons, 2011, p. 313.

Il y a une certaine synonymie entre la carte cognitive et la carte mentale, et simplifiant les données on peut affirmer que la dernière, est elle aussi « une représentation que le politique souhaite appréhender⁸ », où la représentation même plus succinctement peut être réduite à la formule « *carte mentale = perception + imagination*⁹ ».

Le terme de carte mentale sera récupéré par une branche des sciences politiques, plus précisément par le domaine de l'analyse des politiques étrangères (*foreign policy analysis*), les études des relations internationales et le concept de carte mentale géographique (*geographical mental map*) qui a été pour la première fois énoncé et défini dans le contexte de l'analyse de la politique étrangère en 1980 par Alan Henrikson dans son article pionnier « The Geographical Mental Maps of American Foreign Policy Makers ». Premièrement, Henrikson définit les cartes mentales géographiques comme¹⁰ : « *une structure ordonnée, mais une adaptation permanente de l'esprit (alternativement conçue comme un processus) par rapport à laquelle une personne acquiert, codifie, enregistre, rappelle, réorganise et applique dans la pensée ou dans l'action, l'information sur l'ampleur de son environnement géographique, en partie ou dans son intégralité*¹¹ ».

C'est-à-dire Henrikson relève la double dimension d'une carte mentale, premièrement celle psychologique, cognitive et deuxièmement celle géographique, voire géopolitique. Immédiatement, Henrikson introduit un élément essentiel pour la compréhension d'une carte mentale, en affirmant que l'apparition d'une carte mentale est provoquée ou induite à travers l'action d'un *déclencheur*. Selon ses propres mots¹² :

« *Les cartes mentales, dont les homologues psychologiques sont des modèles de synapses dans la masse des cellules du cerveau, sont souvent latentes. Elles peuvent être considérées comme « déclenchées » quand une personne prend une décision spatiale, c'est à*

⁸ Sandra Breux, Min Reuchamps, « Introduction » in Sandra Breux, Min Reuchamps, Hugo Loiseau (dir.) *Carte mentale et science politique, Regards et perspectives critiques sur l'emploi d'un outil prometteur*, Bruxelles: Peter Lang, 2011, p. 9.

⁹ *Ibidem*, p. 10.

¹⁰ Le texte original en anglais est : « an ordered but continually adapting structure of the mind - alternatively conceived as a process - by reference to which a person acquires, codes, stores, recalls, reorganizes, and applies, in thought and in action, information about his or her large-scale geographical environment, in part or in its entirety ».

¹¹ Alan K. Henrikson, « The Geographical 'Mental Maps' of American Foreign Policy Makers » in *International Political Science Association*, vol. 1, numéro 4, 1980, p. 498.

¹² Le texte en anglais est : « Mental maps, whose psychological counterparts are synapse patterns in the cell mass of the brain, are often latent. They may be thought of as "triggered" when a person makes a spatial decision, that is, when the individual confronts a problem that obliges him or her to choose among alternative movements in space ».

dire lorsque l'individu est confronté à un problème qui l'oblige à choisir parmi les mouvements alternatifs dans l'espace¹³ ».

Une carte mentale n'est pas seulement un enregistrement cognitive des images, des sensations ou des expériences passées ou présentes, un simple collage produit par notre cerveau par le philtre de la sensibilité de chacun. Pour Henrikson, les cartes mentales géographiques sont¹⁴ :

« des systèmes d'orientation, plus ou moins non-spécifiques; elles ne sont pas des impressions de lieux particuliers. Elles ne doivent donc pas être limitées à des situations qui peuvent être perçues directement, ni à des endroits qui ont été perçus. Elles donnent des indications dans des situations, si comparables, qui sont nouvelles. Elles ne sont pas simplement un souvenir d'expérience, elles sont l'anticipation de celle-ci¹⁵ ».

Déjà avec les contributions d'Alan Henrikson, nous avons deux éléments nouveaux à partir de la définition classique d'une carte mentale. Selon lui, une carte mentale a un déclencheur et elle prend le rôle d'anticipateur à partir de l'expérience passée. En ce qui concerne la deuxième dimension de la carte mentale, celle-ci est liée à la notion de l'environnement, celui-là étant compris comme espace géographique, base du processus de cartographie cognitive. Tout comme l'affirme Colin Flint :

« La géopolitique crée des images : la géopolitique, en théorie, langage, et pratique, classifie des portions de territoire et des masses de gens : par exemple, La guerre froide était un conflit sur le contrôle du territoire qui a été provoqué et justifié par des images sur une base géographique du rideau de fer et le monde libre et la menace du communisme dans la perspective de Gouvernement de l'Ouest et l'impérialisme de l'Amérique du point de vue de l'Union soviétique¹⁶ ».

¹³ *Ibidem*, p. 498.

¹⁴ Le texte en anglais est : « Mental maps are systems of orientation, more or less non-specific ; they are not impressions of particular places. They therefore need not to be confined to situations that can be perceived directly, nor to places that have been perceived. They give some guidance in situations, if comparable, that are new. They are not merely records of experience; they are *anticipation of it* ».

¹⁵ *Ibidem*, p. 500.

¹⁶ Colin Flint, *Introduction to Geopolitics*, London: Routledge, 2006, p. 13.

Ainsi nous constatons que les cartes mentales géographiques¹⁷ « sont utiles pour mettre en évidence la prise de conscience, des images, des informations, des impressions et des croyances que les individus et les groupes ont sur les aspects élémentaires, structurels, fonctionnels et symboliques des environnements physiques, sociaux, culturels, économiques et politiques, à la fois réels et imaginés¹⁸ ».

Or cet environnement réel et imaginé, dans la complexité des valences énumérées ci-dessus (physiques, sociales, structurelles, etc.) c'est l'environnement compris dans les coordonnées des paramètres géographiques. Tel est le cas de l'Europe Centrale-Orientale, une région qui devient une carte mentale géographique, à la fois réelle et imaginée, mais seulement à partir d'un environnement, d'un espace géographique qui est soumis à un processus cognitif d'objectivation, de réification de la part des ceux qui regardent vers lui. Il faut préciser que cette carte cognitive n'est pas parfaite ou dépourvue d'un jugement erroné. Bien au contraire, l'erreur est plus que probable parce que la carte mentale s'appuie sur « des informations avec ses implications de vérité et validité, mais en même temps sur des croyances appuyées sur des prémisses partiels, incomplets ou délibérément trompeurs¹⁹ » (*intentionally misleading*). Mais cela ne signifie pas qu'elle n'est pas employée, malgré ses imperfections. D'ailleurs, il est impossible de se passer d'elle, surtout dans le domaine complexe de la prise de décision en politique étrangère. En dépit des imperfections qu'un tel processus suppose, de la cartographie cognitive, l'emploi d'une carte mentale géographique est nécessaire pour un décideur de politique étrangère. A cause de l'impossibilité pour n'importe quel être humain, politicien ou non, d'englober la complexité du monde, le besoin de faire appel à une « construction cognitive spatiale²⁰ » s'impose.

Tout comme Henrikson l'explique, « les décisions qui mènent à l'action politique sont prises dans le monde plus amorphe, plus nuancé de la carte mentale²¹ », celle-ci étant un système d'orientation dans le processus décisionnel de la politique étrangère. Ce qui est fondamental dans ce système c'est la façon dont l'acteur imagine l'environnement, et non pas

¹⁷ Le texte en original en anglais : « geographical mental maps are useful for revealing the awareness, images, information, impressions and beliefs that individuals and groups have about elemental, structural, functional and symbolic aspects of the real and imagined physical, social, cultural, economic, and political environments »

¹⁸ Luis de Vinha, « Assessing the Conceptual Goodness of Geographic Mental Maps for Foreign Policy Analysis » in *Romanian Review of Political Geography*, 2011, numéro 2, p. 137. apud G. Moore and R. Golledge, « Environmental Knowing: Theories and Concepts » in G. Moore, R. Golledge, (dir.) *Environmental Knowing: Theories, Research and Methodes*, Stroudsburg, Pennsylvania: Dowden, Hutchinson and Ross, 1976, p. 5.

¹⁹ *Ibidem*, p. 137. apud Moore and Golledge, *op.cit.*, p. 5.

²⁰ Luis de Vinha, « Acquiring Geographic Knowledge in International Politics » in *Universitas: Relações Internacionais*, Vol. 8, numéro 2, 2010, p. 5

²¹ Alan Henrikson, *op.cit.*, p. 497.

comment il est réellement²². Or, ainsi d'une certaine façon, on revient à la formule représentation = perception plus imagination. L'importance des cartes mentales géographiques est liée au fait qu'elles renseignent le décideur politique sur le cadre de l'espace géographique, de l'environnement où sera implémentée sa décision de politique étrangère. C'est la nature même du système international qui impose l'utilisation d'une carte mentale géographique,

« l'environnement international des États étant partiellement compris comme un système d'interconnectivité - avec des intérêts soit en concurrence, soit coïncidant, des importantes dispositions et aspirations des États par rapport aux diverses questions - leurs principaux défis en matière de sécurité, les attitudes envers le commerce et le développement, les droits de l'homme, les grandes alliances et les rivalités - sont caractérisés et liés à ceux des autres États importants ... Ces cartes mentales sont invoquées par les décideurs de la politique étrangère pour prédire comment les États cruciaux (pour eux) vont réagir à certains développements dans les relations internationales, et anticiper la réaction probable aux initiatives de politique étrangère. Ils sont donc essentiels pour la contextualisation et la planification stratégique .. ?. permettant d'anticiper et de retarder des effets indésirables, en facilitant les liens bénéfiques de l'initiative de politique étrangère, et en permettant la construction de coalitions d'États derrière des projets de politique étrangère²³ ».

Sans leur existence ou sans leur emploi dans le processus de prise de décision, le décideur se serait trouvé dans une situation de confusion et d'incohérence,

«les croyances qui composent ces cartes mentales fournissent à l'individu un moyen d'organiser et de donner un sens plus ou moins cohérent à ce qui serait autrement un ensemble confus de signaux captés à partir de l'environnement par ses sens. Les dirigeants politiques ne sont pas différents à cet égard. Parce que les situations politiques sont souvent caractérisées par une «incertitude structurelle», on peut s'attendre à ce que les cartes cognitives des décideurs soient de plus d'un intérêt passager²⁴ ».

²² Luis de Vinha, *op.cit*, p. 138 apud Margaret Sprout, Harold Sprout, « Geography and International Politics in an Era of Revolutionary Change » in *Journal of Conflict Resolution*, vol. 4, numéro 1, 1960, p.147.

²³ Allan Gyngell, Michael Wesley, *Making Australian Foreign Policy*, Cambridge University Press, 2007, p. 188.

²⁴ Ole Holsti, « Cognitive Approaches to Decision-Making, Foreign Policy Actors Viewed Psychologically », 1976, in Ole Holsti (dir.), *Making American Foreign Policy*, New York, Routledge, 2006, p.34.

En somme, pour résumer, une carte mentale géographique est l'aboutissement, le résultat d'un processus cognitif, suite à un déclencheur, elle est nécessaire pour la compréhension des informations, l'orientation dans le cadre du système international et l'anticipation des événements, la carte mentale servant au décideur comme source et en même temps terrain pour la mise en place d'une politique étrangère particulière. En ce qui concerne le parcours ou la réaction en chaîne qui lie la carte mentale au décideur, pour arriver à la décision politique, nous pouvons compter cinq étapes cognitives à partir du moment où le décideur perçoit une nouvelle situation internationale pour laquelle il doit préparer une stratégie de politique étrangère : « *amplification initiale de convictions pertinentes* [sur cette nouvelle situation internationale], *recherche pour des antécédents (expliquant les événements)*, *recherche pour les conséquences (ou comportement futur et probable des acteurs)* [que le décideur pense qu'elles sont en train de se passer sans une implication de sa part], *la recherche de politiques alternatives, le choix de la politique*²⁵ ». En effet, ces étapes forment le processus de formulation de politique étrangère, partant de la réactivation d'une carte mentale (latente) et arrivant aux moyens d'applications des décisions prises.

Ce que nous devons observer premièrement c'est la perdurance de cette région, de l'Europe Centrale-Orientale comme carte mentale géographique pour la politique étrangère française, une perdurance qui vient d'un lien forgé depuis des siècles entre elle et la France. Mais immédiatement après nous devons voir le fait que pour l'Allemagne aussi l'Europe Centrale-Orientale est une carte mentale de sa politique étrangère. La double posture de carte mentale de cette région tant pour la France que pour l'Allemagne, la dualité dérive du fait que la France a des « buts de milieu » tandis que l'Allemagne a des « buts de possession » envers l'Europe Centrale-Orientale. Selon Arnold Wolfers, ce qu'il appelle des « buts de milieu » sont des buts indirects, plutôt abstraits et cherchant à améliorer le milieu international, c'est-à-dire le système où se déroulent les interactions entre les Etats. Or, pour la France un système continental désiré aurait été un système où l'Allemagne aurait été encadrée et soumise à un certain contrepois.

En revanche, « les buts possession » sont des buts directs et pratiques, des buts de compétitivité demandés par les Etats qui les perçoivent comme nécessaires à leur

²⁵ Jerel A. Rosati, *op.cit.*, p. 57.

épanouissement ou encore à leur intégrité²⁶. L'historien Jean-Baptiste Duroselle nous éclaire sur cette distinction faite par Arnold Wolfers tout en précisant que « les buts de possession » tendent vers l'acquisition de quelque chose (territoire, bénéfice économique ou moral). Les « buts de milieu » visent à organiser le milieu international au delà des frontières de l'Etat²⁷.

La formation d'un lieu de mémoire. L'Europe Centrale-Orientale entre définitions et identités multiples

Parler de l'Europe Centrale-Orientale est toujours une entreprise délicate et tortueuse premièrement à cause des différents sens que ce terme peut prendre, deuxièmement en raison de la difficulté de la localiser précisément du point de vue géographique et troisièmement à la suite des legs historiques que ce terme porte avec lui. A vrai dire, l'Europe Centrale-Orientale a d'abord une valence historique et seulement après une identité géographique, tout comme allait très bien le découvrir en 1983 l'écrivain tchèque, exilé à Paris, Milan Kundera. Lors d'une interview pour la revue *Le Débat* en septembre 1983, et intitulé « Un Occident kidnappé et la tragédie de l'Europe centrale » qui sera repris l'an suivant dans ce *New York Times* (1984) sous le titre « The Tragedy of Central Europe », il affirmait d'un ton élégiaque que l'Europe Centrale est en réalité un « Occident kidnappé » qui se trouve « géographiquement au centre, culturellement à l'Ouest et politiquement à l'Est²⁸. » Il continuait en donnant lui-même une définition à cette région en expliquant que :

« l'Europe Centrale n'est pas un Etat, mais une culture ou un destin. Ses frontières sont imaginaires et doivent être tracées et retracées à partir de chaque situation historique nouvelle...ce qui définit et détermine l'ensemble centre-européen ne peut donc pas être les frontières politiques qui sont inauthentiques, toujours imposées par des invasions, des conquêtes, et des occupations), mais les grandes situations communes qui rassemblent des peuples, et les regroupent toujours différemment, dans des frontières imaginaires et toujours changeantes, à l'intérieur desquelles subsistent la même mémoire, la même expérience, la même communauté de tradition.. L'Europe Centrale en tant que foyer des petites nations a sa

²⁶ Mark Gilbert, « The Astuteness and Anxieties of a Second-Rank Power » in Robin Tiersky, John Van Oudenaren (dir.) *European Foreign Policies: Does Europe Still Matter?*, Plymouth : Rowman & Littlefield, 2010, p. 245.

²⁷ Jean-Baptiste Duroselle, « Théorie des relations internationales : un livre d'Arnold Wolfers » in *Revue française de science politique*, Vol. 13, Numéro 1, 1963, p. 188.

²⁸ Jacques Rupnik, « L'Europe de l'Est, entre élargissement et protectorat », in Elie Barnavi, Paul Gossens(dir.) *Les frontières de l'Europe*, Bruxelles : Editions De Boeck et Larcier, 2001, p. 211.

propre vision du monde, vision basée sur la profonde méfiance envers l'Histoire... cette déesse de Hegel et de Marx, cette incarnation de la Raison, qui nous juge et nous arbitre (et qui) est l'Histoire des vainqueurs. Or, les peuples centre-européens ne sont pas des vainqueurs²⁹. »

L'article de Kundera venait d'être publié dans une époque où le concept d'Europe Centrale faisait résurgence en Occident. Quelques années auparavant, un autre grand écrivain de cette région, le Polonais Czeslaw Milosz, avait partagé ses impressions et souvenirs sur cette communauté de tradition, l'Europe Centrale, lors des conférences « Charles Eliot Norton » à Harvard entre 1981-1982, qu'il va publier en 1983 dans le recueil « Witness to poetry ». L'année suivante, en mai 1984, à peu près quand l'article de Kundera allait paraître dans le *New York Times*, cette fois-ci un Hongrois, Gyorgy Konrad venait de publier en allemand un essai qui s'appelait « Der Traum des Mitteleuropa » qu'il présentera lors d'une conférence à Vienne. Il évoquait l'esprit de l'Empire d'Autriche-Hongrie, la période de la Belle-Epoque, et comment pour lui cet esprit central-européen signifiait une certaine vision du monde (*Weltanschauung*), une sensibilité esthétique pour la complexité et l'aspect multilinguistique, et surtout une acceptation pour la pluralité, pour l'altérité³⁰.

Pendant la période 1981-1984 l'apparition de ce débat sur l'Europe Centrale marquera un grand tournant dans la perception de l'Occident sur cette région. Depuis que le rideau de fer était tombé sur cette partie du monde, l'Occident ne cessait de parler de « l'Europe de l'Est communiste », bien que Prague soit à l'Ouest de Vienne. Avec la contribution de ces trois intellectuels, l'opinion publique occidentale prendra encore une fois conscience de la diversité européenne et du fait qu'on ne pouvait pas continuer à opérer un classement artificiel, qui ne rendait pas justice aux peuples occupés par les chars soviétique il y a un demi-siècle.

Cette Europe Centrale, dont les écrivains exilés parlaient avec une telle nostalgie, n'était qu'un lieu de mémoire ou *Errinerungsraum*³¹, pour utiliser la « lingua franca » de cette région, l'allemand. Ce concept de « lieu de mémoire » avait été employé par l'historien

²⁹ Milan Kundera, « Un Occident kidnappé ou la tragédie l'Europe centrale », in *Le Débat*, numéro 27, 1983, pp. 8-9.

³⁰ Jacques Le Rider, « Mitteleuropa as a 'lieux de mémoire' » in Astrid Erll, Ansgar Nünning Sara B. Young (dir.), *Cultural Memory Studies. An International and Interdisciplinary Handbook*, Berlin, New York: Walter de Gruyter, 2008, p. 40.

³¹ *Ibidem*, p. 37-39.

Pierre Nora en 1978 quand il rédigeait ses travaux pour l'encyclopédie : *La Nouvelle Histoire*, et quand il prophétisait à propos du terme de « mémoire collective » que :

« l'histoire s'écrit désormais sous la pression des mémoires collectives... (pour) compenser le déracinement historique du social et l'angoisse de l'avenir par la valorisation d'un passé qui n'était pas jusque-là vécu comme tel³². »

Un lieu de mémoire apparaît après la disparition d'un milieu de mémoire³³. Ce concept d'Europe Centrale avait fait sa réapparition comme la nostalgie d'un bonheur d'autrefois face aux sombres et sinistres réalités de la « nouvelle Europe de l'Est », celle captive dans un bloc communiste asphyxiant et répressif qui n'a rien de commun avec la reconnaissance du respect de l'autre, de la pluralité. L'Occident avait pu prendre conscience de cette Europe Centrale d'auparavant par le filtre de la sensibilité de ceux qui pouvaient éclairer cette mémoire collective, les écrivains, les dissidents, tous exilés et nourris par la nostalgie du passé, et contestant non seulement les régimes communistes, mais aussi le *statu quo*, par le fil commun de leur message contestataire et presque subversif. Et ce message disait que l'Europe de l'Est n'existait pas comme une réalité historique inscrite dans une continuité, mais qu'elle était le résultat d'un terrible accident de l'histoire, un accident que l'opinion publique occidentale ne devait plus accepter. En effet, tout comme Milan Kundera en avait très bien eu l'intuition et l'avait souligné, les évocateurs de cette Europe Centrale arrivent au noeud de la contradiction entre la mémoire et l'Histoire, pierre angulaire de son identité, construite en contre-Histoire. Encore une fois, Pierre Nora nous éclaire :

« Histoire et mémoire, loin d'être des synonymes, semblent aujourd'hui entrer en contradictions. La mémoire c'est la vie, soutenue par les sociétés fondées en son nom. Elle est en permanence une évolution ouverte à la dialectique du souvenir et de l'oubli, inconsciente de ses déformations successives, et vulnérable à la manipulation et ... susceptible d'être périodiquement relancée. Par contre, l'Histoire c'est la reconstruction de ce qui n'existe plus et parce qu'elle est une production intellectuelle et séculaire elle fait appel à l'analyse et à la critique. La mémoire fait revivre le sacré et ...il y a autant des mémoires que de groupes, car par sa nature elle est collective et plurielle, mais en même temps individuelle. En revanche,

³² Pierre Nora, «La mémoire collective », in Roger Chartier, Jacques Le Goff , Jacques Revel (dir.), *La nouvelle histoire*, Paris :Retz – CPEL, 1978, p.398.

³³ *Idem*, « Between Memory and History. Les lieux de memoires » in *Representations*, no. 26, special issue: 'memory and Counter-memory' , 1989, p. 7.

*l'histoire appartient à tout le monde et à personne, fait d'où dérive son autorité universelle... L'Histoire est perpétuellement méfiante envers la mémoire et sa vraie mission est de la supprimer et de la détruire*³⁴. »

S'il y a autant des mémoires que de groupes, selon la définition de Nora, alors on a plusieurs versions de cette Europe Centrale, qui peut-être aurait pu paraître comme mythique pour ses écrivains exilés pendant la Guerre froide, mais qui doit être peinte d'une manière plus nuancée, surtout à cause des tragédies subies par plusieurs minorités. Konrad a beau dire que l'Europe Centrale d'autrefois était un lieu de tolérance et d'acceptation de l'altérité, la fraternité imaginée par Gyorgy Konrad a-t-elle jamais été une réalité ? Au début du siècle, le maire de Vienne était Karl Lueger, connu par sa rhétorique agressive et antisémite et qui jouissait d'une immense popularité. Les tensions entre les Tchèques et les Autrichiens, entre les Hongrois et les Roumains sont une réalité que ne peut pas être cachée sous le voile d'un passé glorieux et paisible, d'amour et de respect entre les peuples. Les idéologies nationalistes de tout ces « petits peuples », selon l'expression de Kundera, vont s'engager dans une rivalité sanglante, voire d'extermination, au nom de l'obsession de la pureté nationale. Il y a une pulsion de violence, de haine, des ressentiments occultés qui attendent leur moment pour déclencher des orages, dans cette région. Il ne faut pas oublier que cette Europe Centrale est le lieu d'où vient Adolf Hitler, « fils d'un douanier autrichien de Braunau, au nord de Salzbourg, peintre sans génie, pensionnaire d'asile de nuit...orateur-né...fanatiquement attaché à des idées simples et agressives.. « le caporal bohémien », comme l'appelait du haut de son mépris le général prussien et maréchal-président (Hinderbourg)³⁵ »

Sang et violence, voilà les deux autres éléments de l'identité de cette région aux contours fluides, et aux souvenirs multiples, parfois contradictoires. D'ailleurs, il est impossible de ne pas parler de violence, tenant compte de la position géographique et des vicissitudes historiques. L'historien américain Timothy Snyder parlait dans un ouvrage célèbre des terres de sang (bloodlines), mais son analyse était pour la période 1933-1945 pour évoquer les 14 millions des morts à cause des actions de Staline et Hitler. Le terrain qu'il dénomme par ce terme de terre de sang est compris plutôt sur la zone entre l'Allemagne et l'Union soviétique, et contient la Pologne, la Biélorussie, l'Ukraine et jusqu'aux Pays Baltes³⁶. Les terres de sang de Snyder ne correspondent pas à l'Europe Centrale, mais elles

³⁴ *Ibidem*, pp. 8-9.

³⁵ Joseph Rovin, *L'histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, Editions du Seuil, 1999, p. 636.

³⁶ Timothy Snyder, *Bloodlands: Europe between Hitler and Stalin*, Basic Books, New York: 2010, p. vii-viii.

réussissent à nous rappeler une chose primordiale, un lien indéniable entre l'action des grandes puissances et les crimes de masse, les génocides, la politique d'exterminer l'Autre. Ce lien est spécifique aux soi-disant zones de friction des empires, ou pour employer le terme anglais, « shatterzones ». Emprunté à la géologie et réutilisé par des chercheurs dans le cadre d'un programme de recherche financé par le *Watson Institute of International Studies*³⁷, ce concept de zone de friction désigne la zone où se rencontrent les quatre grands empires multinationaux à la veille de la Première Guerre Mondiale et qui apparaissent comme un lieu de mélanges politiques, ethnico-culturels et religieux. Selon les chercheurs, les crises sociétales de ces zones de friction des empires multinationaux serviront comme matrices pour les grands phénomènes de violence de masse. Mais en même temps c'est le lieu de la coexistence pacifique, du dialogue, de l'entraide, et de la compréhension mutuelle. Mais la clé de cette harmonie des intérêts des « petits peuples » était souvent soit leurs alliances pour des intérêts communs ou par l'existence d'un grand lien fédérateur supranational, au-dessus des querelles inter-ethniques, tel que dans le cas de la personne de l'empereur habsbourgeois. Dans une certaine mesure, ce n'est pas par hasard que Josep Broz Tito avait été nommé « le dernier des Habsbourg » par l'historien anglais A.J.P. Taylor, parce que dans le cas de la Yougoslavie, c'était sa personne qui assurait le lien fédérateur de ses peuples³⁸.

A part cette dualité coexistence-violence, il y a une autre caractéristique pour cette zone de frictions des grands empires multinationaux, c'est la fluidité des frontières, leur nature protéiforme, l'inconstance des noms des provinces et de l'identité des habitants. D'ailleurs, quel nom pouvons-nous utiliser pour la désigner géographiquement et pour mettre un peu d'ordre dans ce vacarme des langues et civilisations s'entremêlant ?

Le terme d'Europe Centrale est-il synonyme de celui de *Mittleuropa* ? Alors quelle est la différence entre *Mittleuropa* et *Zentraleuropa* et quand devons-nous utiliser l'expression « l'Europe de l'Est » ? Nous avons conclu que cette région, cette zone de friction des empires n'appartenait pas à une réalité géographique bien définie. Le terme de *Mittleuropa* est plutôt une définition pour la diffusion des cultures germaniques aux confins est du Saint Empire romain-germanique. Plus tard, et nous l'analyserons dans les lignes suivantes, ce terme arrivera à incarner les tendances expansionnistes allemandes, pan-germanistes (au sens large du terme) d'abord du point de vue économique et ensuite

³⁷ Cf. Keith Brown, *Borderlands: Ethnicity, Identity, and Violence in the Shatter-Zone of Empires Since 1848*, lien en ligne: [http://www.watsoninstitute.org/project_detail.cfm?id=30] consulté le 22 mars 2013

³⁸ Todor Kuljić. « Was Tito the Last Habsburg? Reflections on Tito's Role in the History of the Balkans » in *Balkanistica*, 20/2007, p. 93.

territorial. Mitteleuropa devient ainsi un concept géopolitique, expliqué comme une nécessité de la politique étrangère de l'Allemagne avant 1945. C'est pourquoi de nos jours, les historiens et les politiciens allemands sont plutôt réservés pour l'employer. Par contre, ils utilisent plutôt les termes de *Zentraleuropa* ou *Ostmitteleuropa*, qui sont vidés de connotations négatives du passé et plus proches du terme anglais de East-Central Europe. Comme l'explique l'historien polonais Krzysztof Pomian :

« Le terme de Mitteleuropa conserve pour une oreille centre-européenne des connotations désagréables, parce qu'il s'associe très fortement avec l'idée d'une Europe centrale allemande ; allemande, sinon en termes ethnico-culturels — encore qu'il y ait eu cette vision de l'Europe centrale et orientale, liée aux colonisations allemandes —, du moins en termes économiques. Dans cette perspective, la Mitteleuropa joue le rôle de hinterland nécessaire à l'économie allemande. Aussi le terme n'est-il pas particulièrement sympathique pour quiconque a une mémoire historique. Je ne voudrais vraiment pas présenter Naumann comme un inspirateur de la politique du gouverneur général Franck — mais il faut bien dire que ses idées ont été mises en œuvre par les nazis de la manière que l'on sait³⁹. »

Cet intérêt allemand pour l'Europe Centrale-Orientale s'était déjà manifesté depuis le XIV^e siècle par voie de pénétration religieuse et économique façonnant ce que plus tard pendant le XVIII^e et le XIX^e siècle les historiens ont appelé le « Drang nach Osten » qui demeure même aujourd'hui⁴⁰. D'une certaine manière, la vision de Naumann (le personnage évoqué par Pomian, qui est aujourd'hui récupéré par le FDP, le parti libéral allemand, car la fondation culturelle de ce parti porte son nom – Friedrich Naumann Stiftung) sera une sorte de systématisation de plusieurs visions et perceptions allemandes envers cette région et en même temps une feuille de route pour la mise en place d'un empire informel de domination économique. Pendant les années 20 et 30 ce concept sera repris par l'Ecole de géopolitique allemande et détourné à travers les théories raciales spécifiques qui feront leur résurgence pendant la période de l'entre-deux-guerres. C'est pour ça que Mitteleuropa est un terme qui désignait l'Europe Centrale-Orientale dans une perspective plutôt allemande, mais avec des connotations négatives, relevant les tendances expansionnistes, annexionistes et liées dans une

³⁹Krzysztof Pomian, « L'Europe centrale : essais de définition », in *Revue germanique internationale*, 1, 1994, p. 15.

⁴⁰Jean Yves Archer, « Allemagne exaspérée et le syndrome de la Mitteleuropa » in *Les Echos*, le 30 avril, 2013, lien en ligne : [<http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/international/europe/221171660/allemande-exasperee-et-syndrome-mittleuropa>] consulté le 23 mars 2013

certaine mesure aux idées du pangermanisme. Cette Mitteleuropa est une Europe Centrale-Orientale influencée par le modèle allemand, la nation étant conçue à partir des idées ethno-linguistiques du romantisme allemand, un modèle exclusif de l'altérité, tandis que Zentraleuropa désigne plutôt le modèle autrichien, habsbourgeois, est-central européen, « de cohabitation et de synergies des peuples et langues. »⁴¹

Si *Mitteleuropa* ou *Zentraleuropa* désignent autant des modèles culturels que l'existence d'une sphère d'influence germano-autrichienne, il y a en revanche une autre définition de l'Europe Centrale-Orientale énonçant une identité cette fois-ci conçue précisément contre cette influence germano-autrichienne. En 1915, presque en même temps que Naumann publie son essai, au plus fort de la Première Guerre mondiale, à Londres, Tomas Masaryk, leader du mouvement indépendantiste tchécoslovaque, écrit un article intitulé : « Independent Bohemia » où il dénonce les dérives expansionnistes de ce qu'à l'époque on nommait le « Drang nach Osten » des Allemands. Plus tard, Masaryk devenait professeur à King's College London grâce à l'influence de son ami, et spécialiste en Europe Centrale, Richard Seaton-Watson⁴² et pendant la conférence d'inauguration de son nouveau poste, Masaryk prononcera un discours nommé « The Problem of Smaller Nations in the European Crisis » où il déplorera le fait qu'entre les quatre grands empires multinationaux (cette éternelle zone de friction, *shatterzone*) il existe des nations qui font des efforts pour leur indépendance⁴³. Trois quarts de siècle plus tard, l'autre Tchéque exilé, Milan Kundera, rappellera le sort des « petits peuples » vaincus. Mais en 1916-1917, les discours et les articles de Masaryk trouveront un large écho dans l'opinion publique britannique, et aussi un considérable appui au Foreign Office. En 1916 dans la revue *New Europe*, dirigée par Seaton Watson (lui aussi très proche des cercles d'influence gouvernementaux, car depuis 1914 il est le conseiller non-officiel du Foreign Office sur l'Autriche-Hongrie⁴⁴), une revue très engagée en faveur de la cause des petites nations en Europe Centrale-Orientale, Masaryk publiait un autre article retentissant intitulé « Pangermanism and the Zone of Small Nations ». Il réclamait la création des Etats tchécoslovaque et polonais indépendants, une soi-disant Grande Serbie, et l'amélioration du sort des autres peuples. Cette « Zone of Small Nations » il

⁴¹ Jacques Le Rider, « Un an après l'unification : retour à la normalité de la nation allemande ? » in *Politique étrangère*, 1991, Vol. 56, numéro 4, pp. 924-925.

⁴² Cf. László Peter, « R. W. Seton-Watson's Changing Views on the National Question of the Habsburg Monarchy and the European Balance of Power » in *Slavonic and East European Review*, vol. 82, numéro 3, juin 2004, pp. 655-679.

⁴³ Tadayuki Hayashi, « Masaryk's Zone of Small Nations in His Discourse during World War I », in *Regions in Central and Eastern Europe: Past and Present*, numéro 15, 2007, p. 11.

⁴⁴ Elizabeth, Fordham, « Le combat pour la New Europe. Les radicaux britanniques et la Première Guerre Mondiale », in *Mil Neuf Cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2005/1 n°23, p.124.

va l'appeler d'abord « zone centrale », pour employer plus tard le terme d'« Europe Centrale », qui sera repris par le Foreign Office⁴⁵.

Lors de la Première Guerre Mondiale, au ministère des Affaires Etrangères britannique, il y avait une unité, *Political Intelligence Department*, où les membres étaient imprégnés par un libéralisme gladstonien, très favorable aux principes de l'auto-détermination des petites nations⁴⁶. Plusieurs académiciens, des professeurs (tels Arnold Toynbee ou Lewis Namier⁴⁷), des journalistes et des politiciens, formaient un nexus de puissance, un lobby, un réseau, qui à la fin de la guerre favorisera l'émergence de cette nouvelle Central Europe (la New Europe⁴⁸ à laquelle faisait référence le titre de la revue de Seton Watson), sous l'influence franco-britannique, dont la mission était de tenir en échec l'Allemagne⁴⁹.

Si le concept de *Mitteleuropa* a des connotations allemandes, et celui de Central Europe plutôt anglo-américaines, celui de l'Europe de l'Est semble plutôt proche d'une vision russe (ou soviétique, selon les époques) de zone régions, spécialement après la chute du rideau de fer. Quand même, le terme d'Europe de l'Est a été employé par les observateurs français de cette partie du monde, à partir de la moitié du XVIII^e siècle, c'est-à-dire les philosophes des Lumières. Tout comme l'historien Larry Wolf nous explique : « *ce sera à partir du travail intellectuel des philosophes que cette réorientation du continent entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est se fera. La Russie et la Pologne seront mentalement détachées de la Suède et du Danemark, et seront associées avec la Hongrie, la Bohême, les Balkans de l'Empire ottoman, et même avec la Crimée et la Mer Noire*⁵⁰. » Tout comme les philosophes occidentaux déclareront que l'Europe de l'Ouest est le berceau de la civilisation, ils inventeront cette « Europe de l'Est » comme un complément arriéré tant politiquement que socialement. Il s'agit en effet d'un renversement essentiel. Depuis l'Antiquité romaine, depuis Tacite, l'Europe était divisée entre le Nord et le Sud, entre la civilisation romaine et celle des barbares, des non-romains. L'époque des Lumières retracera cette ligne de démarcation entre l'Ouest et l'Est à travers une géographie philosophique. Cette nouvelle reconstruction du monde contient un paradoxe tant d'exclusion que d'inclusion. Pour les philosophes des

⁴⁵Tadayuki Hayashi, *op.cit.*, p. 12.

⁴⁶ Erik Goldstein, « Great Britain, the home front », in *The Treaty of Versailles: A Reassessment After 75 Years*, Manfred F. Boemeke; Gerald D. Feldman; Elisabeth Glaser (dir.), Cambridge University Press, 1998, p. 150.

⁴⁷Elizabeth, Fordham, *op.cit.*, p. 111.

⁴⁸ Cette distinction entre la nouvelle Europe (celle Centrale-Orientale) et la vieille Europe sera reprise par le secrétaire de Défense américain Donald Rumsfeld en 2003 lors de l'invasion de l'Iraq.

⁴⁹ Cf. Claudia Louati, "The New Europe or British intellectuals' commitment to the small nations' cause ", *Nouvelle Europe*, 17 November 2010, lien en ligne : <http://www.nouvelle-europe.eu/node/955>, displayed on 23 June 2013

⁵⁰ Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe : The Map of Civilisation on the Mind of the Enlightenment*, Stanford Univeristy Press, 1994, p. 5.

Lumières si cette vaste nouvelle région appartient du moins géographiquement au continent, elle n'appartient à l'espace de la civilisation occidentale et elle doit être civilisée⁵¹. Une dynamique d'attraction et en même temps de rejet se déroulera entre la France des Lumières du XVIII^e siècle et cette nouvelle Europe qu'elle découvre et construit en même temps pour forger un lien identitaire par mimétisme d'un côté et assimilation de l'autre côté à travers les siècles. Ce n'est pas par hasard que Danilo Kis, écrivain yougoslave exilé à Paris, disait : « *A Paris, je me sens en Europe Centrale*⁵². »

Les cartes et le territoire. Les débuts d'une cartographie cognitive française envers l'Europe Centrale-Orientale

Les relations de la France avec l'altérité de la périphérie est-européenne se sont toujours placées entre l'enthousiasme de la découverte et les contraintes de l'histoire. Pourtant, cette Europe de l'Est reste une région regrettamment peu connue et tragiquement mal comprise. Au XVIII^e siècle ce seront les Lumières qui allumeront les cartes de cette altérité périphérique car elle se présentera comme un excellent premier laboratoire pour les projets et les expériences des penseurs et philosophes français qui trouveront une terre à civiliser et cultiver selon leurs idées. Peut-être avec eux commence ce qui paraît être la longue malédiction de cette région de subir les désastres des idées philosophiques mises en politique, en lui étant infligé la funeste vocation de champs de batailles pour les armées et les idéologies des grandes puissances. Bien avant le communisme, c'est dans les salons parisiens du XVIII^e siècle que les Physiocrates groupés autour de Mirabeau-Père rédigeront un plan économique et puis ils enverront un spécialiste en Pologne pour « le redressement économique », un peu à l'image contemporaine d'un envoyé de la Banque Mondiale ou d'une autre institution internationale qui partirait pour l'Europe Centrale-Orientale⁵³. C'est à partir de cette géographie philosophique que l'opinion publique française découvrira sans vraiment la connaître une région considérée comme arriérée du point de vue économique et social. Et ce sont précisément ces différences qui fourniront les ambitions, souvent voilées sous des

⁵¹ *Ibidem*, pp. 5-7.

⁵² Marcel Cornis, John Neubauer, « General Introduction » in Marcel Cornis, John Neubauer (dir.) *History of the Literary Cultures of East-Central Europe: Junctures and disjunctures in the 19th and 20th centuries*. Volume I, Amsterdam, Philadelphia: John Benjamins Publishing Company, 2004, p. 6.

⁵³ Larry Wolff, *op.cit.*, p. 9.

obligations morales, d'améliorer le sort des peuples aux confins de la civilisation, mais pas hors de la civilisation. Car cette Europe de l'Est, loin d'être barbare, n'a pas quand même le niveau de la civilisation occidentale, se trouvant à mi-chemin entre barbarisme et civilisation. Balzac résumait mieux cette perception quand il écrivait : « *les habitants des plaines danubiennes sont un lien entre l'Europe et l'Asie, entre la civilisation et le barbarisme*⁵⁴. »

Présente dans leurs lettres, mais inconnue physiquement, l'Europe Centrale-Orientale demeurait un point d'intérêt et une source de création intellectuelle pour les grands philosophes des Lumières. Voltaire donnait ses précieux conseils législatifs à Catherine II sans s'étant jamais déplacé au-delà de Berlin, où il conseillait un autre monarque éclairé, le roi Frédéric II. Seulement Denis Diderot osera de s'embarquer dans un long périple pour rejoindre la Sémiramis du Nord (c'est-à-dire Catherine II) à Saint-Pétersbourg entre 1773-1774⁵⁵. De son côté, Jean-Jacques Rousseau, malgré sa Constitution pour la Pologne et ses frémissements pour le sort du peuple polonais, n'avait jamais voyagé à l'Est de Venise⁵⁶, ce qui ne l'empêchera pas de donner ses avis et de proposer son projet de constitution pour le salut du fragile Etat polonais encerclé par tant de voisins puissants.

Tout comme l'historien Marc Fumaroli l'énoncera, les Lumières françaises chercheront en Europe de l'Est un « terrain d'essais⁵⁷ » pour leurs grands projets politico-philosophiques. Pour eux, Berlin, Varsovie ou Saint-Pétersbourg étaient les lieux d'où le changement pourrait surgir, mais en plus le succès possible de leurs réformes servait pour leur propre cause à Paris, comme arguments contre ce qu'ils percevaient comme une monarchie absolue, qu'ils avaient mis toutes leurs énergies à abattre. Un autre roi éclairé, un peu oublié aujourd'hui, Stanislas II Poniatowski, dernier roi de la Pologne, comptait parmi ses confidents, la toute-puissante Madame de Geoffrin, dont le salon philosophique à Paris était un vecteur d'opinion publique. Elle fera un grand voyage à Varsovie en 1766 où elle commencera à se mêler des affaires (et l'argent) d'un royaume dont elle ne savait rien, seulement qu'il était « gothique » et que les Lumières aurait dû être imposées avec « l'aide des bons régiments russes »⁵⁸. Ce voyage de Madame Geoffrin, cette reine des salons philosophique parisiens, est un exemple classique des illusions des Occidentaux à l'égard des réalités de l'Est, et des chimères que les est-européens (rois et peuples à la fois) auront vis-à-vis du salut venu de l'Ouest. L'opinion publique parisienne ne réussira point à sauver le

⁵⁴ *Ibidem*, p. 13.

⁵⁵ Marc Riglet, « Diderot, le philosophe du plaisir » in *Lire Magazine*, numéro 415, mai 2013, p. 31.

⁵⁶ Larry Wolff, *op.cit.*, p. 7.

⁵⁷ Marc Fumaroli, *Quand l'Europe parlait français*, Livre de poche, 2003, p. 573.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 600.

royaume de Stanislas du premier partage (1772) fait par les deux autres monarques considérés comme éclairés, Catherine II et Frédéric II, et il finira ses jours en exil en Russie, tandis que la Pologne finira engloutie par les régiments de ses voisins et en proie à des déchirements à l'intérieur. Voltaire, anti-catholique et à la solde de Potsdam et de Saint-Pétersbourg ne sera point ému de ce sort, bien au contraire⁵⁹.

Mais au-delà de l'enthousiasme de la découverte et de l'expérience, politiquement, le sort de la France était lié à celui de l'Europe de l'Est. Montesquieu avait remarqué l'interdépendance des Etats en Europe quand il écrivait : « *Les choses sont telles en Europe que tous les Etats dépendent les uns des autres. La France a besoin de l'opulence de la Pologne et de la Moscovie comme la Guyenne a besoin de la Bretagne et la Bretagne de l'Anjou. L'Europe est un Etat composé de plusieurs provinces.*⁶⁰ »

Depuis la Renaissance, dans sa lutte séculaire contre les Puissances Centrales (désignées sous plusieurs noms, d'abord le Saint Empire Romain Germanique, plus tard la Maison d'Autriche et finalement l'Allemagne de Bismarck), la France emploiera toujours ce qu'on appellera l'alliance de revers. Pendant la manifestation de son processus de formation étatique, de centralisation du pouvoir monarchique contre les intérêts féodaux, un processus commencé par le Cardinal Richelieu, continué par Louis XIV et plus tard par la République⁶¹ sous une autre forme, mais dans le même esprit, s'exerceront toujours sur la France des forces centripètes, exercées par ces Puissances Centrales connues par leurs appellations différentes. Or, les racines où ces Puissances prennent leur sève se trouvent en cette Europe Centrale et Orientale qui au fur et mesure des siècles deviendra *le hinterland* sur lequel s'exercera l'hégémonie d'abord de Vienne et plus tard de Berlin. Pour lutter contre la menace perpétuelle que la France a subie depuis la période de la Renaissance, elle s'emploiera à utiliser cette stratégie diplomatique et militaire appelée « l'alliance de revers », c'est-à-dire de s'allier avec le deuxième plus grand pays hégémonique de l'Europe Centrale-Orientale contre les ambitions allemandes. Pendant la rivalité de François Ier et Charles Quint, Paris s'engagera dans une alliance avec l'Empire ottoman de Soleïman qui avait porté son empire jusqu'au bord du Danube. Pendant la Guerre de Trente ans, contre Vienne, ce sera l'alliance avec les princes protestants, parmi eux, Gabriel Bethlen, prince de Transylvanie. Au XVIII^e siècle, ce

⁵⁹ *Ibidem*, p. 605.

⁶⁰ Yves-Henri Nouailhat, « Identité européenne, identité nationale, identité régionale : rivalité ou complémentarité ? » in Pierre Lanthier, Jean-Pierre Wallot, Hubert Watelet (dir.), *Constructions identitaires et pratiques sociales: actes du colloque en hommage à Pierre Savard tenu à l'Université d'Ottawa les 4, 5, 6 octobre 2000*, Ottawa, Ottawa University Press, 2002, p. 91.

⁶¹ Sous l'influence du jacobinisme centralisateur.

sera avec la Russie tsariste, la nouvelle grande puissance de l'Est à laquelle les espoirs diplomatiques de Paris se lieront. Longtemps, la politique de Napoléon III a été de ménager la Cour de Vienne à cause de son rôle essentiel de facteur de stabilité dans la région. Le compromis (das Ausgleich) de 1867 qui va mener à l'apparition de la monarchie bicéphale austro-hongroise avait été très soutenu et encouragé par la France, qui voyait en lui une solution aux problèmes des revendications hongroises, mais en revanche il va mener à la fragilité de l'empire.

Après la Révolution française de 1789 à la fin du XVIII^e siècle et avec les campagnes napoléoniennes, ce sera le tour des armées de remplacer les voyages et l'intérêt des philosophes. La création du Grand Duché de Varsovie par Napoléon Ier en 1807 marquera la première création étatique par une puissance française en Europe de l'Est. Cet engagement présagera le début d'une influence française qui continuera avec des interruptions tout au long du XIX^e siècle pour atteindre finalement son aboutissement avec le Traité de Versailles de 1919 et la création en Europe Centrale et Orientale d'une série d'Etats fortement francophones⁶².

Cette influence française s'était manifestée d'abord tout au long du XIX^e siècle par le modèle des révolutions françaises de 1789 et 1848 et par la force intellectuelle du romantisme comme véhicule d'édification de nation (*nation-building*) employé par les élites est-européennes des nations captives dans des empires multinationaux, c'est-à-dire par les écrivains, les penseurs, les aristocrates, et les politiciens, à travers des mouvements d'étudiants, ou de partis nationalistes. Le romantisme s'est éloigné des rationalisme et cosmopolitisme prônés par les Lumières pour accentuer l'importance des émotions et de l'amour de la Patrie, en utilisant l'image souvent édulcorée et plus ou moins inventée d'un passé glorieux, et du besoin d'un avenir commun pour les membres d'une nation⁶³. C'est la conception française de la Nation et de la Patrie qui a prévalu dans le discours politique des élites est-européennes, d'abord dans leur combat contre les empires multinationaux et puis dans leur entreprise de réforme politique, de modernisation (partielle) de l'économie, de transformation sociétale, sans compter l'écrasante influence culturelle. Pour un Etat comme la France, avec ses particularités géographiques et son passé historique, il était facile de transformer ce qui était autrefois appelé Peuple en Nation. En revanche, en Europe de l'Est l'émergence du Nationalisme comme moyen d'affirmation identitaire remplaçait les anciens

⁶² [Michel Trebitsch](#), « Paris, 'capitale culturelle' de l'Europe Centrale ? » in [Vingtième Siècle. Revue d'histoire](#), vol. 47, numéro 47, 1995, pp. 201-205.

⁶³ Ivan T. Berend, *History Derailed : Central and Eastern Europe in the Long Nineteenth Century*, Berkley: University of California Press, 2003, pp. 41-48.

affrontements sur les questions et les allégeances religieuses ou dynastiques, par des combats plus durs qui se déroulaient dans la logique de la pureté nationale, combats violents qui deviendront une caractéristique de cette région. C'est au moment des révolutions de 1848 que l'on va se rendre compte que toutes les nations ne sont pas égales. C'est le cas des révolutionnaires allemands réunis à Francfort dans la cathédrale Saint Paul et surpris par les revendications tchèques⁶⁴. L'échec des révolutions de 1848 en Europe de l'Est montrera que les changements dans cette région seront seulement faites par l'intervention des puissances extérieures plus que par les propres initiatives et les combats de ses élites⁶⁵. A partir de cette déception, les élites est-européennes s'efforceront à un rôle de médiateurs et communicateurs des doléances de leurs peuples et ils vont trouver toujours une porte ouverte à Paris chez Napoléon III, champion indiscutable des causes des nationalités, même parfois à son propre détriment. C'est maintenant que commencera le long pèlerinage des élites est-européennes en France, pays qui deviendra pour eux une terre d'accueil, tant pour leur formation intellectuelle, que pour leur quête d'un soutien politique pour l'indépendance de leur peuples. Le fait que seulement l'intervention politique d'une grande puissance étrangère puisse apporter un changement pour le sort des nations est-européenne opprimées nous est mieux révélé par l'exemple de la Roumanie, un pays créé en 1859 grâce à la protection et à la politique étrangère poursuivie par Napoléon III en faveur de la cause des Roumains et de l'applicabilité du principe des nationalités⁶⁶.

Les raisons et la manifestation de l'intérêt français pour l'Europe Centrale-Orientale de 1871 jusqu'à la Première Guerre Mondiale

Pour comprendre la dynamique des relations entre la France et l'Europe Centrale-Orientale de la deuxième moitié du XIX^e siècle jusqu'à la Première Guerre Mondiale, nous devons faire trois distinctions claires entre a) le rayonnement culturel⁶⁷, b) l'action politique et c) l'intérêt scientifique. En ce qui concerne la manière politique dont cette région était vue par les cercles officiels français, l'Europe Centrale était tout d'abord l'Empire autrichien (et depuis 1867 l'Empire austro-hongrois). Du point de vue géostratégique, la vision de Paris envers la monarchie danubienne était plutôt favorable. L'Empire était considéré comme un

⁶⁴ *Ibidem*, p.104.

⁶⁵ *Ibidem*, p. 116.

⁶⁶ Lucian Boia, *Napoleon al III-lea cel Neubit*, Bucuresti: Humanitas, 2008, p. 151.

⁶⁷ Cf. Olivier Chaline, Jaroslaw Dumanowski, Michel Figeac (dir.), *Le rayonnement français en Europe centrale du XVIII^e siècle à nos jours*, Bordeaux: Maison des Sciences de l'Homme de l'Aquitaine, 2010, 560 p.

facteur d'équilibre, premièrement face aux tendances expansionnistes russes (la grande vaincue de la Guerre de Crimée et soupçonnée d'actions revanchardes), et deuxièmement face à l'hégémonie grandissante de la Prusse⁶⁸. Le moment où les relations vont basculer sera sans doute la bataille de Sadowa, en 1866 quand les troupes prussiennes remporteront une victoire décisive sur les troupes autrichiennes. Cette bataille marque le début du leadership prusse au sein des Etats germaniques et le déplacement de la monarchie danubienne de Vienne à la deuxième place. Normalement, ce moment aurait offert l'opportunité d'une alliance franco-autrichienne contre Berlin, mais pour plusieurs raisons cette occasion sera manquée⁶⁹. Une rencontre à Salzbourg entre Napoléon III et François-Joseph aura lieu, mais elle ne mènera à aucun rapprochement entre Paris et Vienne. La défaite française de Sedan en 1871, et l'effondrement du Second Empire seront vus comme l'issue logique de Sadowa⁷⁰.

Tout va changer avec la défaite de 1871 face aux armées allemandes et avec la proclamation de l'Empire allemand à Versailles, la même année. C'est le début d'un grand changement de vision géopolitique dont les conséquences dureront tout au long du XX^e siècle jusqu'aujourd'hui. La France avait connu l'Allemagne des Idées, mais pour la première fois elle va faire connaissance avec l'Allemagne de la Force. Un grand empire militaire et économique au centre de l'Europe obligera Paris à réévaluer ses alliances et à trouver un puissant allié géopolitique et géographique pour pouvoir contrer la présence menaçante de l'Allemagne et aider la France dans la reconquête éventuelle de l'Alsace-Lorraine. Les seuls alliés possibles étaient bien sûr la Russie ou l'Autriche-Hongrie. Bismarck, prévoyant la nécessité française de trouver un grand allié, réussira à bloquer ce chemin en attirant la Russie et l'Autriche-Hongrie dans la Ligue des Trois Empereurs, la première construction de ce qu'on va appeler les systèmes bismarckiens⁷¹. Mais le maillon faible de cette alliance va être la Russie qui va s'éloigner au fur et mesure à cause des rivalités grandissantes avec l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, cette entente cessant d'exister en 1878. Ce fait obligea Bismarck à initier en 1879 ce qui se nommera la Duplice, une alliance défensive entre Berlin et Vienne contre la Russie et son potentiel allié, la France. Par l'adhésion de l'Italie en 1882 à

⁶⁸ Dany Deschênes, « French Intellectuals and the Image of Austria-Hungary », in *Hungarian Studies Review*, vol. 33, numéros 1-2, 2006, p. 96.

⁶⁹ Une étude sur cette opportunité ratée de former une alliance contre Bismarck lors de la rencontre à Salzbourg de François-Joseph Ier et Napoléon III en 1867 cf. Jean-Paul Bled, « Une occasion manquée : le projet d'alliance franco-autrichienne 1867-1870 » in *Etudes danubiennes*, vol 6, numéro 2, 1990, pp. 101-110.

⁷⁰ Dany Deschênes, « French Intellectuals and the Image of Austria-Hungary », in *Hungarian Studies Review*, vol. 33, numéros 1-2, 2006, p. 97.

⁷¹ Joseph Rován, op.cit., p. 571.

cause de la politique coloniale française en Tunisie, elle deviendra la Triple⁷². Très soucieux de ne pas perdre la Russie, ce qui équivaldrait à une grande vulnérabilité sur le front de l'Est, Bismarck tentera avec un certain succès de renouer l'alliance avec la Russie, d'abord en 1881 à travers le traité des trois empereurs qui regroupait de nouveau Berlin, Vienne et Moscou et puis par un traité de Réassurance seulement entre Berlin et Moscou. Ce dernier traité de Réassurance stipulait la neutralité russe en cas de guerre avec la France et la neutralité allemande en cas de guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, en 1887⁷³. Le nouvel empereur allemand, Guillaume II, sans renouveler ce traité de Réassurance, a laissé la Russie glisser vers la France⁷⁴.

Depuis les événements de 1870-1871 la conception de la France était que seulement la Russie pouvait être un partenaire fiable face au danger allemand. Mieux valait le panslavisme que le pangermanisme. Du point de vue politique, les préoccupations des cercles officiels envers l'Europe Centrale vont diminuer, à cause d'un isolement diplomatique imposé par Bismarck, mais aussi à cause de la volonté des leaders républicains de poursuivre une expansion coloniale. En revanche sur le fond d'une slavophilie accentuée, l'intérêt des scientifiques augmentera et si autrefois sur la carte ils ont vu dans cette région seulement un empire et une dynastie, dorénavant, surtout les chercheurs, ils découvriront des nationalités et leurs revendications. Une raison pour cette slavophilie subite est donnée par l'un des scientifiques français qui commenceront à regarder vers l'Europe Centrale Orientale. Il s'agit d'Ernest Denis qui avouait: « *(après 1870-71) nous étions en plein désarroi, très affligés par notre ignorance, nous souhaitions trouver des appuis en Europe et vers qui pouvions-nous nous tourner sinon vers les Slaves⁷⁵ ?* ». Le rôle de ces scientifiques (historiens, linguistes, ethnographes et surtout géographes) sera sans doute colossal dans la cristallisation d'une perception française de la complexité des facteurs qui forment les réalités de l'Europe Centrale-Orientale, une cristallisation faite par le vecteur d'une slavophilie vue comme nécessaire pour contrer les dangers du pangermanisme. Parmi les travaux qui contribueront d'une manière considérable à la formation de l'opinion publique française, les plus importants seront les universitaires slavistes (slavophones et slavophiles) Louis Léger, Ernest Denis, Louis Eisenmann et le géographe roumanophile Emmanuel de Martonne. Dans une certaine

⁷² Un autre pays qui va adhérer à la Triple sera la Roumanie, toujours en 1882. Après la Guerre Russo-Turque de 1878-1879 la Roumanie va gagner son indépendance au Congrès de Berlin.

⁷³ Jean-Claude Allan, « L'affirmation internationale à l'épreuve des crises (1898-1914) in *Histoire de la diplomatie française, tome II, De 1815 à nos jours*, Paris : Perrin, 2005, pp. 220-222.

⁷⁴ Cf. George Kennan, *The fateful alliance: France, Russia, and the Coming of the First World War*, Manchester: Manchester University Press, 1984, 300 pp.

⁷⁵ Gusztáv Kecskés, « Le grand tournant de la politique française envers l'Europe centrale et orientale au cours de la première guerre mondiale » in *Revue Őt Kontinens*, Budapest, Université Eötvös Lóránd, 2005, p. 21.

mesure ce sont eux les premiers à lier le sort de la France aux peuples d'Europe Centrale-Orientale, pionniers d'une véritable cartographie cognitive qui va durer jusqu'à la Première Guerre Mondiale, un processus à la fin duquel cette région deviendra une carte mentale pour la politique étrangère française. Ce sont eux les premiers à élaborer d'une façon systématique, et d'une manière scientifique l'argumentation selon laquelle les buts de milieu de la France passent par l'Europe Centrale-Orientale.

Louis Léger est l'initiateur de l'étude des langues et civilisations slaves en France, lui-même avouant que : « *Mon ambition serait de naturaliser définitivement les études slaves dans notre pays*⁷⁶ ». S'il y avait des gens qui craignaient le panslavisme, Léger en revanche voyait dans l'épanouissement des nations slaves d'Autriche-Hongrie une véritable opportunité pour la France des trouver des partenaires en Europe Centrale contre le péril allemand. Léger était devenu intéressé par les Slaves après la Révolutions polonaise de 1863. Ensuite il va établir des contacts avec les nombreux Slaves exilés tant de Russie que de l'Empire habsbourgeois. Dans son premier livre (co-écrit avec le Tchèque Josef Vaclav) en 1867, « *Bohême historique, pittoresque et littéraire* », il s'attaque à l'Empire habsbourgeois qu'il voit comme un avant-poste de l'expansionnisme prussien allemand⁷⁷. En un an il publiera sa thèse où il emploiera pour la première fois (au moins en France) le terme « jugo-slave ». A la Sorbonne il enseigne la grammaire russe, et l'histoire littéraire des Tchèques, des Polonais et des Serbes. En 1873, il deviendra professeur à l'Ecole des langues orientales et en 1885, il occupe la chaire de Langues et littératures Slaves. Après la défaite de Sedan, il commencera d'écrire au journal *Correspondance Slave*, publication qui articule les aspirations des Tchèques pour un plus grand rapprochement avec la culture slave afin de diminuer l'influence allemande. En effet, Léger croyait dans l'existence d'une Europe danubienne unifiée, mais pas forcément dans l'empire bicéphale. Dans son ouvrage « *l'Histoire de l'Autriche-Hongrie* », il prendra une position très critique envers celle-ci : « *tant qu'elle n'aura pas trouvé le secret d'accorder à tous ses peuples l'usage loyal des mêmes libertés et de les grouper dans un harmonieux équilibre, l'Autriche-Hongrie restera un Etat provisoire et jouera un rôle plutôt négatif que positif dans la politique européenne*⁷⁸ ».

Ernest Denis était le deuxième slaviste qui militait pour des relations plus étroites entre les Slaves de l'Europe Centrale et les Français. Occupant la chaire d'histoire moderne à

⁷⁶ Antoine Marès, « La vision française de l'Europe centrale –d'un prisme à l'autre », in *Cahiers de Varsovie*, numéro 7, 1991, pp. 377-380.

⁷⁷ Jacques Droz, « Les historiens français et la Double Monarchie » in *Austriaca spécial colloque*, juin, 1986, p. 39.

⁷⁸ Dany Deschênes, « French Intellectuals and the Image of Austria-Hungary », in *Hungarian Studies Review*, vol. 33, numéros 1-2, 2006, pp 99-100.

la Sorbonne en 1906, son ami Louis Eisenmann dira de lui : « *une sympathie naturelle l'avait attiré vers les Slaves, dictée par la claire conscience de la solidarité d'intérêt qui les unit à la France dans la lutte défensive contre les ambitions et les agressions du germanisme prussien. Il n'a jamais varié dans cette sympathie, ni dans la conviction de bien servir la France, en s'attachant à lui faire connaître les Slaves et à la faire connaître d'eux*⁷⁹ ».

Pour lui le Bassin danubien aurait du être organisé seulement selon le critère d'autodétermination des nations. Rejetant l'expérience de 1848 et le compromis austro-hongrois de 1867 comme solutions durables, il encouragea plutôt une forme d'Austro-slavisme, par la reconnaissance progressive des droits des Slaves dans le cadre de l'empire.

Son ami, Louis Eisenmann, à la différence de Léger et Denis, commença sa carrière universitaire en analysant les Hongrois et les conséquences du Compromis de 1867 sur l'avenir de l'empire danubien. Vu comme une tentative de sauver et consolider l'empire après la défaite de Sadowa, le dualisme est perçu comme la cause de l'affaiblissement de la monarchie danubienne et de son éventuelle disparition et finalement comme la perturbation de l'équilibre européen. Parmi les solutions envisagées par lui, celle des autonomies nationales dans un cadre unitaire sera agréée même par les sociaux-démocrates de l'Autriche-Hongrie. Le but final aurait été la création d'une fédération démocratique, les Etats-Unis d'Autriche qui remplaceraient l'influence de Berlin avec celle de Paris⁸⁰.

Il faut dire que jusqu'à la Première Guerre Mondiale, aucun de ces Slavistes ne pensera à la destruction totale de la Double Monarchie, bien au contraire ils essaieront de trouver une solution entre les aspirations des Slaves et la contrainte de maintenir en vie l'empire multinational, malgré leur attitude souvent critique. Parmi les nations, ils considéraient que les intérêts de la France étaient mieux représentés par les Slaves (germanophobes) que par les Hongrois jugés trop liés à Berlin, sans compter les Allemands autrichiens, sur qui les Français ne nourrissaient aucune illusion. Simplement ils voulaient une fédération couvrant l'Europe Centrale où les Slaves francophiles une place importante afin de barrer l'influence allemande⁸¹.

Le grand tournant viendra avec la Première Guerre Mondiale et puis avec les travaux de la Conférence de Paix. Pendant la période de la guerre, sans doute aussi sous l'impression des horreurs des combats, les trois scientifiques (*scholars*) Léger, Denis et Einsmann

⁷⁹ *Ibidem*, pp. 101-102.

⁸⁰ *Ibidem*, pp.102-103.

⁸¹ *Ibidem*, p. 104.

réévalueront leurs positions en militant directement pour la dissolution de la Double Monarchie. Léger et Denis seront les premiers à soutenir les revendications de leaders tchèques, Tomas Masaryk et Benes. En 1915, Léger publiait « La liquidation de l'Autriche-Hongrie », tout en argumentant que par sa vassalité envers l'Empire allemand, et par son impuissance devant le militarisme de Berlin, la monarchie danubienne a raté sa mission historique et par voie de conséquence elle doit être remplacée par des Etats nouveaux d'après le droit à l'autodétermination des peuples⁸². De son côté, Ernst Denis utilisait tout son prestige pour populariser les prétentions de Masaryk et Benes⁸³. Toujours en 1915, il va publier deux livres (« La Guerre, Causes immédiates et lointaines, L'intoxication d'un peuple, Le traité » et « La Grande Serbie ») exprimant son appui au principe d'autodétermination, qui était en faveur des intérêts de la France⁸⁴. En plus, il opinait avec conviction :

« qu'il faut partager l'Autriche en Etats indépendants ; le royaume serbo-croato-slovène d'une part, s'étendant jusqu'au Danube entre Vienne et Raab, et l'Etat tchécoslovaque d'autre part, qui s'étend depuis le Danube jusqu'à la Pologne et la Russie. Ces petits Etat sont trop faibles pour courir des aventures, ne menacent personne, mais surveilleront l'Allemagne. Ils pourront ménager les susceptibilités des autres ethnies par leur expérience. Les Tchèques et Slovaques vivront en intelligence car ils sont frères⁸⁵. »

Louis Einsmann espérait au début des hostilités que la France aurait pu remplacer l'hégémonie allemande dans le bassin du Danube car « notre influence culturelle (celle française) est une force et une richesse nationales, notre arme peut être la plus précieuse dans la concurrence des nations... c'est dans l'ordre moral et intellectuel, par affirmation et extension de notre mission traditionnelle de protecteurs et d'éveilleurs de nationalités jeunes, faibles et opprimées, que nous trouverons, avec notre rôle original, la plus sûre garantie de notre influence, de notre autorité en Europe et dans le monde⁸⁶ ».

Clairement, comme autrefois au milieu du XIX^e siècle, pour la France, l'Europe Centrale reste une région dont la stabilité concerne directement sa sécurité. Mais cette fois-ci,

⁸² Dany Deschênes, *op.cit.*, p. 106.

⁸³ Bernard Michel, « Le rôle d'Ernest Denis et du journal La Nation tchèque dans la naissance de la Tchécoslovaquie » in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, numéro 169, 1993, p. 25.

⁸⁴ Bohumila Ferencuhova, Les slavissants français et le mouvement tchécoslovaque à l'étranger au cours de la Première Guerre Mondiale in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, numéro 169, 1993, p. 32.

⁸⁵ Dany Deschênes, *op. cit.*, p. 107.

⁸⁶ Antoine Marès, « Louis Eisenmann et l'Europe centrale (1897-1937) » in Jerzy Kloczowski, Daniel Beauvois, Yves-Marie Hilaire, (dir.), *Regards sur l'indomptable Europe du Centre-Est du XVIII^e siècle à nos jours*, Lille : Editions Revue du Nord, 1996, pp 231-232.

Vienne commence à être remplacée par Prague. L'Europe centrale de l'après-guerre se construira par l'axe Paris-Prague, le nouvel Etat tchécoslovaque étant la clé de voûte de la nouvelle Europe Centrale et du système sécuritaire français. L'activité des scientifiques tels Léger, Denis et Einsmann, qui ont développé depuis des décennies entières une activité fébrile pour la cause des Slaves, a pesé sans doute considérablement pour cristalliser l'attitude française concernant la réorganisation de cette région après la dissolution de la Double Monarchie. De plus, par leur position officielle dans le Comité national d'Etudes pendant la Conférence de Paix de 1918-1919, ils ont eu la chance d'exercer une influence politique et de faire lobby sur les sujets qui leur étaient consacrés.

La France participe à la création de la Nouvelle Europe et veille à protéger ses buts de milieu

Il faut dire quand même qu'en ce qui concerne les positions politiques proprement dites prises par les différents gouvernements, que la France a eues pendant la guerre sur la réorganisation de l'Europe Centrale après la guerre, les choses sont un peu plus nuancées, la période 1917-1918 étant décisive de ce point de vue. Au début de la guerre, les dirigeants français n'avaient pas envisagé d'accorder un soutien trop large aux nations de l'Europe Centrale-Orientale pour plusieurs raisons. D'abord ils ne jugeaient pas utile la disparition de l'Autriche-Hongrie espérant plutôt la fédéralisation et la démocratisation de la Double Monarchie, et son utilisation comme contrepoids à l'Allemagne. Ensuite, internationaliser la question des nationalités, surtout à cause de la question des Polonais qui aurait causé beaucoup d'embarras à son précieux allié de l'Est, l'Empire russe⁸⁷.

Quand même la situation changera radicalement aux cours des années 1917 et 1918. Premièrement à cause de la Révolution dite libérale de février 1917 qui se déroule à Saint-Pétersbourg, le gouvernement Provisoire Russe lançant une déclaration le 29 mars 1917 sur l'indépendance polonaise dans le cadre d'une alliance russo-polonaise. Le tabou russe étant ainsi levé, la France peut utiliser la question polonaise sans nuire à ses relations avec la Russie. Paris le fait par la mise en place d'une armée polonaise sur le sol français, autorisée par le président français Poincaré, et par la reconnaissance d'un Etat virtuel polonais le 31 mars 1917, et ensuite du Comité National Polonais comme incarnation de cet Etat. Mais

⁸⁷ Georges-Henri Soutou, « Les grandes puissances et la question des nationalités en Europe Centrale et orientale pendant et après la Première Guerre Mondiale : actualité du passé ? » in *Politique Etrangère*, numéro 3, 1993, pp. 702-703.

l'événement qui pesera le plus sera la deuxième révolution russe, celle bolchevique qui portera Lénine au pouvoir, lequel commencera à demander une paix séparée avec les empires centraux. D'un coup, la France perdra son alliance de revers avec la Russie et les Alliés le front de l'Est, les empires centraux concentrant leur offensive vers l'Ouest⁸⁸.

A cette période, et plus précisément le 26 novembre 1917, Pierre de Margerie, directeur politique du Quai d'Orsay, élabora un mémorandum où il ébauchait les contours d'une prochaine Europe Centrale-Orientale destinée à encercler l'Allemagne et à barrer l'expansion de l'anarchie russe. Pour lui :

« ...la Pologne reconstituée par l'action des Alliés doit former à l'Est de l'Europe le meilleur rempart contre le germanisme avec l'aide de la Roumanie agrandie, contre les tentatives d'expansion allemande et austro-hongroise vers l'Orient. Même si l'on envisage le maintien de l'alliance russe pendant et après la guerre, la Pologne avec un accès à la mer constituera le meilleur barrage entre l'Allemagne organisée et organisatrice et la Russie affaiblie, défaillante, peut-être morcelée. Centre de culture occidentale, la Pologne sera le coin enfoncé entre la culture germanique et la culture slave, apte à se développer rapidement... Du point de vue politico-militaire et dans un ordre d'idée immédiat, la constitution d'un Etat polonais... aurait une portée considérable dans les pays slaves d'Autriche-Hongrie qui aspirent à l'indépendance. La Bohême, la Slovaquie et la Moravie du Nord se trouveraient encouragées dans des revendications que les Alliés pourraient également appuyer et qui permettraient d'envisager la constitution d'Etats nouveaux susceptibles de compléter du côté de l'Orient le rempart contre l'expansion germanique⁸⁹. »

Après la paix de séparation de Brest-Litovsk, perdant définitivement l'alliance de revers avec une Russie qui commence à être vue de plus en plus comme une ennemie, un deuxième mémorandum du Quai d'Orsay le 4 mars 1918, cette fois-ci destiné à Stéphen Pichon, qui réitérera la volonté de créer une Pologne et un Etat tchécoslovaque, considérant comme :

« un des éléments primordiaux du futur équilibre européen, est que la Pologne ainsi restaurée, touchant au Sud à la Roumanie... (avec) le peuple tchèque également restauré dans

⁸⁸ Dany Deschênes, « Rupture et équilibre: les options de la Realpolitik française face à l'Autriche-Hongrie lors de la Première Guerre Mondiale » in *Études internationales*, vol. 30, n° 3, 1999, p. 521-545.

⁸⁹ Ghislain de Castelbajac, « La France et la question polonaise (1914-1918) », in Georges-Henri Soutou (dir.), *Recherche sur la France et le problème des Nationalités pendant la Première Guerre mondiale*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, collection « Mondes contemporains », 1995, p. 87.

*son indépendance, constituera la barrière indispensable entre le germanisme et, d'un côté les pays balkaniques et de l'autre les pays de l'Orient*⁹⁰ ».

Ces deux mémorandums du Quai d'Orsay énoncent les futurs buts de milieu que la politique étrangère française cherchait en Europe Centrale Orientale pour le reste du siècle, c'est-à-dire une architecture continentale où l'Allemagne serait encadrée par des Etats liés à la France. A cette dimension diplomatique du tournant, on peut ajouter celle liée aux échecs des négociations entre la France et l'Autriche-Hongrie et l'affaire Sixte Bourbon-Parme. Si au début de la Guerre, les gouvernements français ne préconisaient pas le démantèlement de la Double Monarchie et ne voulaient pas insister sur la question des nationalités pour ne pas fragiliser leur alliance avec la Russie, dès le printemps de 1918 la position française va changer radicalement. Elle est privée de l'alliance de revers qu'elle avait avec l'empire tsariste et déçue dans ses espoirs de voir la monarchie bicéphale transformée en fédération démocratique, surtout après la conférence de Spa quand l'Autriche-Hongrie s'était solidarisé totalement avec l'Allemagne, par un traité de coopération économique très étroit ouvrant la perspective d'une union douanière. La France pouvait alors commencer à penser l'avenir de la région à partir du principe de l'autodétermination des nationalités, surtout quand les nouvelles créations étatiques compteront dans la stratégie de l'après-guerre pour l'encercllement d'une Allemagne, certes défaite, mais toujours menaçante⁹¹.

Après la liquidation du front de l'Est par les paix de Brest-Litovsk et puis de Bucarest en mai 1918, et avant l'arrivée des troupes américaines le gouvernement français conclura à la nécessité d'utiliser toutes les ressources possibles pour vaincre les empires centraux, dont l'arme des nationalités. La disparition de l'empire tsariste a permis aux Alliés d'aller plus vite avec la question polonaise ; le 3 juin 1918, les représentants de la France, de l'Italie et de la Grande Bretagne dans le Conseil Suprême de la Guerre à Versailles avaient déclaré comme condition *sine qua non* d'une paix juste et durable la constitution d'un Etat polonais indépendant. La Pologne sera reconnue comme puissance belligérante alliée lors du transfert du commandement de l'armée polonaise du gouvernement français au Comité National Polonais. En ce qui concernait les Slaves de la Double Monarchie, le 29 juin 1918 le gouvernement Clémenceau va reconnaître le Conseil Tchécoslovaque comme un

⁹⁰ *Ibidem*, pp. 92-93.

⁹¹ Gusztáv Kecskés, *op.cit.*, p. 24.

gouvernement *de facto* pour accepter le 15 octobre la même année le Gouvernement Provisoire Tchécoslovaque⁹².

Ce tournant politique et diplomatique bénéficiera d'un important appui de la part de l'opinion publique et de la part de la communauté scientifique, surtout après « le lobby » fait en faveur de la cause des nationalités par les scientifiques (*scholars*) tels que Louis Léger, Ernest Denis ou Louis Eisenmann, les deux derniers mettant tout leur prestige universitaire pour légitimer et valider les soutenance de Tomas Masaryk et Edouard Benes. Les travaux de Conférence de Paix offriront la jonction entre l'appui des scientifiques et les décideurs politiques. A travers l'activité du Comité national d'Etudes, ils pourront participer en qualité de spécialistes ayant l'opportunité de déployer une forte activité en faveur des causes qu'ils auront servies presque toute leur vie.

Le Comité national d'Etudes⁹³ était un organisme composé par des savants et des universitaires, réunis sous la présidence du grand historien Ernest Lavisse et la vice-présidence du géographe Pierre Vidal la Blache (qui après sa mort en 1917 sera remplacé par un autre géographe, Charles Benoist), dont la mission était de réaliser des dossiers avec des renseignements scientifiques sur l'Europe et le Moyen-Orient et surtout de guider les positions françaises pour le redécoupage territorial préconisé après la défaite des empires centraux tout en tenant compte des buts poursuivis par le gouvernement français⁹⁴. Après le rassemblement et l'étude des données scientifiques produites par les membres du Comité, les membres seront réunis dans des commissions de révision, secondés par des représentants des ministères afin de tirer les conclusions finales⁹⁵. Au travaux de la Conférence de Versailles le haut-fonctionnaire Jules Laroche était en charge des « questions ethnographiques européennes » et représentait la France au sein de la Commission des clauses politiques ». Le président de la commission des affaires polonaises et tchécoslovaques était Jules Cambon (ancien ambassadeur français à Berlin au moment de l'éclatement de la guerre) spécialement en place pour surveiller les intérêts français concernant les deux futurs Etats. Le président de la commission des affaires roumaines et yougoslaves était un autre Français, André Tardieu⁹⁶. Le but de la France était *grosso modo* de mettre en place les quatre piliers de sa future

⁹² *Ibidem*, p. 25.

⁹³ Pour mieux comprendre l'activité et surtout l'importance de cet organisme mise en place par le politicien Aristide Briand, pour formuler les buts de guerre de la France et ses alliés à partir des données scientifiques cf. Olivier Lowczyk, *La fabrique de la paix. Du Comité d'études à la Conférence de la Paix, l'élaboration par la France des traités de la Première Guerre mondiale*, Paris: Economica, 2010, 534 pp.

⁹⁴ Isabelle Davion, *Mon voisin, cet ennemi. La politique de sécurité française face aux relations polono-tchécoslovaques entre 1919 et 1939*, Bruxelles: Peter Lang, 2009, p. 38.

⁹⁵ *Ibidem*, p. 39.

⁹⁶ *Ibidem*, p. 40.

politique étrangère en Europe Centrale. Après la Pologne et la Tchécoslovaquie, Paris comptait sur une Roumanie agrandie et un nouveau royaume des Slaves du Sud (la future Yougoslavie) pour renforcer son dispositif sécuritaire tant contre l'Allemagne que contre la Russie qui plongeait de plus en plus dans l'anarchie, en créant un cordon sanitaire s'étendant de la mer Baltique jusqu'Adriatique et la mer Noire⁹⁷.

Tout comme dans le cas des Polonais et Tchécoslovaques, les Roumains et les Serbes trouveront un fort lobby en leur faveur. Dans le cas des Roumains, il s'agissait d'un agrandissement territorial, par le rattachement des provinces roumaines sous la domination de l'Autriche-Hongrie au royaume déjà existant. Le plus actif et constant avocat de la cause roumaine était sans doute le géographe Emmanuel de Martonne, le gendre de Vidal de la Blache. Au début des travaux, il venait de revenir d'une visite importante aux Etats-Unis. Son amitié avec plusieurs officiels américains, surtout ceux de la délégation des géographes (notamment D.W. Johnson et Isaiah Bowman⁹⁸) explique dans une certaine mesure l'harmonie des positions franco-américaines sur la question des frontières dans les Balkans et l'Europe Orientale. Pendant son séjour aux Etats-Unis, il voit comment les experts américains commencent à prendre en considération et puis à militer pour la dissolution de l'Empire austro-hongrois⁹⁹. Dès son retour, de Martonne a été appelé au Comité national d'Etude par le haut-fonctionnaire Philippe Berthelot en 1918. A partir de 1919, les expertises qu'il va fournir seront étudiées par la commission pour les affaires yougoslaves et roumaines. Il va déployer un effort significatif au sein des sous-commissions où il retrouvait ses amis américains, Johnson et Bowmann, intervenant périodiquement en faveurs des Roumains¹⁰⁰. Homme de réseaux, brillant expert géographe « *de Martonne apparaît... davantage conseiller qu'expert. Ses conseils ont été suivis lorsque la délégation française était en mesure*

⁹⁷ Traian Sandu, « La présence française en Europe Centrale dans l'entre-deux-guerres » in *Revue d'Europe Centrale*, tome III, numéro 2, 1995, pp. 147-150.

⁹⁸ Isaiah Bowman (1878-1950) était un géographe américain, conseiller du président Wilson pendant la Conférence de Paix de Paris en 1919 sur les questions territoriales. Il sera l'un des promoteur du possibilisme aux Etats-Unis, ses visions géopolitiques étant très inspirées par les écrits de Pierre Vidal de la Blache. Aux travaux de la Conférence il établira des relations serrées avec Emmanuel de Martonne, les deux partageant les mêmes opinions sur le découpage territorial des anciens empires multinationaux. Plus tard, Bowman deviendra conseiller du président Franklin D. Roosevelt et jouera un rôle fondamental dans la politique étrangère américaine après la Deuxième Guerre Mondiale. Sa pensée étant imprégnée par les principes de la géographie vidalienne et du possibilisme, il était naturellement contre le déterminisme prôné par Haushofer et l'école géopolitique allemande. Cf. [Georges Prévélakis](#), « Isaiah Bowman, adversaire du Geopolitik » in [Espace géographique](#), Volume 23, Numéro 23-1, 1994, pp. 78-89. ; Neil Smith, *American Empire : Roosevelt's Geographer and the Prelude to Globalization*, California University Press, 2004, 586 p.

⁹⁹ Gavin Bowd, « Emmanuel de Martonne et la naissance de la Grande Roumanie », in *Revue Roumaine de Géographie*, vol 55, no. 2, 2011, p. 110.

¹⁰⁰ Taline Ter Minassian, « Les géographes français et les frontières balkaniques à la Conférence de la Paix en 1919 », in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, vol 44, (avril-juin 1997), pp. 280-283.

*d'imposer ses choix face aux Alliés*¹⁰¹. » Il aura l'opportunité en même temps de fournir des données scientifiques et des expertises pour les commissions et sous-commissions de spécialité et de participer directement à leur travaux, surtout à celles présidées par André Tardieu, dédiée aux affaires roumaines et yougoslaves¹⁰². Tour à tour, selon les différents contentieux territoriaux de la partie roumaine avec ses voisins, de Martonne plaide en sa faveur. Ses analyses et argumentations trouvaient leurs racines dans une tradition vidalienne (baptisée ainsi après le nom de son beau-père, Paul Vidal de la Blache) favorisant les régions démunies et agricoles, rurales où la présence roumaine était prédominante. Ses raisonnements étaient fondés sur les concepts d' « ... *une pensée de la région comme individualité spatiale organisée et non une réflexion sur ses limites*¹⁰³. » Il faut dire que les actions de de Martonne en faveur des Roumains auraient été vaines sans un important appui d'un fort lobby militaire pro-Roumain qui regroupait le maréchal Foch, le général Le Rond et surtout le général Henri Mathias Berthelot. Pour eux, il était nécessaire d'intégrer une Roumanie face au péril bolchevique¹⁰⁴. Après la Grande Guerre, au début des années 20 jusqu'en 1925 lors du traité de Locarno, l'armée française était divisée entre les dites « maison Pétain » et « maison Foch », la première privilégiant une concentration des forces et des ressources sur la défense du Rhin, la deuxième travaillant activement pour la mise en place d'un cordon sanitaire contre le bolchevisme et une alliance contre l'Allemagne, avec les nouveaux Etats de l'Europe Centrale-Orientale¹⁰⁵. Cette jonction entre les diplomates de type faucons (tel Philippe Berthelot et ses collaborateurs) et les militaires de la « maison Foch » mettra en place au début des années 20 un système sécuritaire défensif dans la nouvelle Europe Centrale-Orientale à travers une implémentation horizontale (traités bilatéraux avec la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie) et verticale (garantissant la Petite Entente et l'alliance polono-roumaine de 1921). Les efforts politico-diplomatiques seront secondés par une tentative de pénétration économique, un essai d'implantation du capital français pour concurrencer celui italien ou allemand, mais avec des résultats mitigés¹⁰⁶. L'historien Georges-Henri Soutou qualifia cette initiative comme « l'impérialisme

¹⁰¹ Gavin Bowd, *op.cit.*, p. 113. apud Emmanuelle Boulineau, « Un géographe traceur de frontières: Emmanuel de Martonne et la Roumanie », in *L'Espace géographique*, vol. 4, (2001), p. 367-368.

¹⁰² *Ibidem*, p. 114.

¹⁰³ *Ibidem*, p. 115. apud Emmanuelle Boulineau, *op.cit.*, p. 363.

¹⁰⁴ T. Ter Minassian, *op.cit.*, p. 279. ; cf. Michel Roussin, *Sur les traces du général Berthelot*, Paris, Toulon: Guéna-Berly, 2013, 269 pp.

¹⁰⁵ Isabelle Davion, « Les projets de Foch à l'est de l'Europe », in *Cahiers du CESAT*, numéro 8, juin, 2007, p. 23.

¹⁰⁶ Frédéric Clavert, « La France, la Petite Entente et la Pologne : relations économiques et financières de la signature du traité de Versailles à la crise » in *Valahian Journal of Historical Studies*, no. 2, 2004, pp. 31-46.

du pauvre¹⁰⁷. » à cause de la faiblesse de la partie française (le pauvre) pour faire face à la concurrence économique allemande dans cette région.

Après le Traité de Locarno (1925) quand la France espérait un rapprochement avec Berlin (c'était l'époque de l'amitié Briand-Stresemann) et suivait une ligne d'action diplomatique inspirée par Londres (hostile à la politique est-européenne française à cause des obligations qu'elle sera obligée de prendre dans cette région), les alliances orientales deviondront pour Paris moralement et diplomatiquement encombrantes¹⁰⁸. C'est le

¹⁰⁷ Cf. Georges-Henri Soutou, « L'impérialisme du pauvre : la politique économique du gouvernement français en Europe Centrale et Orientale de 1918 à 1929, essai d'interprétation », in *Relations internationales*, 1976, n°7, pp.219-239.

¹⁰⁸ Il est utile d'expliquer les raisons du changement de perspective de la part française envers l'Europe Centrale-Orientale, un tournant qui avait commencé bien avant le Traité de Locarno, en 1925. Vers 1923-1924 des profonds changements socio-culturels et politiques ont eu lieu en France et en Europe. D'abord, la montée du courant pacifiste dans une société européenne exsangue après la Grande Guerre. Ensuite, la France bénéficiera d'une opinion publique européenne hostile suite à son invasion de la région Ruhr sous le mandat du président Poincaré. Depuis 1923 au Quai d'Orsay arrivera une nouvelle génération des diplomates et fonctionnaires qui avait connu les horreurs de la guerre. Largement composée par des anciens élèves de l'Ecole Normale Supérieure, cette nouvelle génération était imprégnée par la philosophie pacifiste d'Alain (Emile Chartier), professeur à l'ENS et leur maître de conscience. Ces nouveaux fonctionnaires favoriseront l'approche du « juridisme » dans les affaires internationales, c'est-à-dire l'attachement aux règles juridiques dans l'esprit de la Ligue des Nations et de la doctrine de « sécurité collective », d'autant plus que le Traité de Versailles commençait à être perçu par l'opinion publique française et anglaise comme trop dur et injuste envers l'Allemagne. Du point de vue politique, en 1924, en France arrivera au pouvoir le Cartel des Gauches dirigé par Edouard Herriot et ayant une attitude plus bienveillante envers l'Union soviétique qui cessait d'être le paria du système international. Du coup, la nécessité de bâtir un cordon sanitaire pour contenir le bolchevisme diminuait, d'autant plus que Staline venait de proclamer la doctrine du « socialisme dans un seul pays ». Avec la reprise économique de l'Allemagne grâce au Plan Dawes, pour les cercles gouvernementaux de Paris, un rapprochement avec Berlin devenait de plus en plus souhaitable. Après Locarno, les alliances orientales devenaient un fardeau. Les traités avec la Roumanie (1926) et avec la Yougoslavie (1927) étaient plutôt symboliques et vidés d'un contenu militaire, contrairement à ceux avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. En plus, la coopération serrée avec Londres et Berlin, entraînait Paris sur une voie révisionniste du Traité de Versailles, la France étant en conflit d'intérêts, divisée entre ses engagements en Europe de l'Est et ses visées diplomatiques en Europe de l'Ouest, car les buts de milieu de la France ne passaient plus par l'Europe Centrale-Orientale. Pour une image plus large sur la politique étrangère française pendant la période d'entre-deux-guerres cf. Jean-Baptiste Duroselle, *Politique extérieure de la France : la décadence (1932-1939)*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, 568 p., Jacques Néré, *The Foreign Policy of France 1918-1945*, Routledge and Kegan Paul, 1975, 366 p. ; sur les relations entre la France et l'Europe Centrale-Orientale et les difficultés rencontrées cf. Magda Adam, *The Versailles System and Central Europe*, Ashgate, 2004, 383p. ; Jacques Bariéty, « Locarno et la politique de sécurité de la France en Europe Centrale » in *Bâtir une nouvelle sécurité la coopération militaire entre la France et les Etats d'Europe Centrale et Orientale de 1919 à 1929 : actes du colloque de décembre 1999*, Jacques Bariéty, Mathieu Vaïsse (dir.), Paris, Château de Vincennes: Centre d'Etude de la Défense et Service Historique de l'Armée de Terre, 2001, pp. 125-147. ; Frédéric Dessberg, « Comment éviter la guerre ? Les projets français en Europe du centre-est et les poids de l'opinion publique (1917-1939) », in Martin Motte, Frédéric Thébaud (dir.), *Guerre, idéologies, populations, 1911 – 1946*, Paris, L'Harmattan, collection International, 2005, pp. 77-95. ; Nicole Jordan, *The Popular Front & Central Europe: the dilemmas of French impotence, 1918—1940*, Cambridge University Press, 2002, 368 p. ; Traian Sandu, *Le système de sécurité français en Europe centre-orientale - l'exemple roumain 1919-1933*, Paris: Editions L'Harmattan, 2000, 496 p. ; Georges-Henri Soutou, « L'alliance franco-polonaise (1925-1933) ou comment s'en débarrasser » in *Revue d'Histoire Diplomatique*, no. 2-3-4, 1981, pp. 295-348. ; Piotr Stefan Wandycz, *France and her eastern allies, 1919-1925: French-Czechoslovak-Polish relations from Paris Peace Conference to Locarno*, University of Minnesota Press, 1962, 454 p. ; *Idem*, *The Twilight of the French eastern alliances, 1926-1936, French-Czechoslovak-Polish relations from Locarno to the remilitarization of the Rhineland*, Princeton University Press, 1988,537p. ; informations sur la réforme administrative et le changement de paradigme au Quai d'Orsay cf. Richard D. Challener « The French Foreign Office: The Era of Philippe Berthelot », in Gordon Craig and Felix

commencement d'une période de dégage­ment de la part française des alliances entamées au début des années 20. Néanmoins, en 1933, quand les nazis arriveront au pouvoir à Berlin, et que le rapprochement viendra de disparaître en même temps que Briand et Stresemann, l'Europe Centrale-Orientale redeviendra une carte mentale pour la diplomatie française. Louis Barthou, ministre des Affaires Etrangères, tentera un dernier grand revirement des alliances de revers, avec l'Union soviétique y compris, en les mêlant à un projet de sécurité incluant l'Allemagne pour atteindre un « Locarno de l'Est », c'est-à-dire garantir les frontières orientales de l'Europe suivant le modèle de 1925¹⁰⁹. Ses plans finiront avec son assassinat à Marseille en 1934. Après sa mort, les liens entre la diplomatie française et l'Europe Centrale-Orientale se desserreront rapidement. Lors des Accords de Munich (1938) quand la Tchécoslovaquie sera livrée à l'Allemagne nazie, une grave rupture s'installera entre la France et cette région. Cette rupture deviendra décisive quand la Pologne sera partagée entre Berlin et Moscou en 1939 sans recevoir le moindre soutien. Il va falloir attendre Charles de Gaulle pour que l'Europe Centrale-Orientale revienne dans l'attention de la politique étrangère de la France. Le démantèlement de l'Europe française précéda, non sans coïncidence, le début de la Deuxième Guerre Mondiale.

Le rôle de l'école française de géographie politique dans la création de la nouvelle Europe Centrale-Orientale. Le possibilisme vidalien et la contestation du déterminisme ratzelien

Mais s'il y a un domaine où la France a certainement pesé, c'est celui du tracé des frontières. Pichon s'avait vite rendu compte du chantier pharaonique qu'était la réorganisation de l'Europe Centrale-Orientale dans les dépouilles des anciens empires. Un certain esprit géographique avait prévalu, celui de la tradition vidalienne, qui sera appelé à partir de 1922 comme « possibilisme ». A travers cet esprit géographique, la France, outre son influence diplomatique et militaire, manifesterà une influence épistomologique. Cette nouvelle Europe était dans une certaine mesure aussi la création de l'école française de géographie politique. Contrairement à une école allemande et anglaise de géopolitique, l'école française de géographie politique n'a pas connu la célébrité dont les premières ont bénéficié. Pourtant,

Gilbert (dir.) *The Diplomats 1919-1939*, Princeton University Press, 1953, pp. 49-85. ; Peter Jackson, « Politics, Culture, and the Security of France: A Reinterpretation of French Foreign and Security Policy after the First World War », in *French Historical Studies*, 2011, Vol. 34, Numéro 4, pp. 577-610.

¹⁰⁹ Jean-Baptiste Duroselle, « Louis Barthou et le rapprochement franco-soviétique en 1934 » in *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 3, numéros 3-4, 1962, pp. 533-534.

l'influence du fondateur de la géographie moderne en France, Pierre Vidal de la Blache avait été considérable dans ce domaine. Il participera brièvement aux travaux de la conférence, jusqu'à sa mort, laissant les anciens étudiants, dont Emmanuel de Martonne qui était aussi son gendre, continuer son héritage. Les préceptes de la pensée de la tradition vidalienne seront connue sous le nom de « possibilisme », un terme employé pour la première fois en 1922 par Lucien Febvre¹¹⁰ pour désigner comment « *chaque communauté humaine vit en symbiose avec son espace, et ces relations sont si intimes en dépit des conditions naturelles parfois semblables, chaque milieu devenant différent, parce que fondé sur des choix d'exploitation et des mises en valeurs différentes* », son postulat fondamental étant: « Tout ce qui touche à l'homme est frappé de contingence¹¹¹ ». Mais pour comprendre le possibilisme nous devons définir ce qu'il essaie combattre, c'est-à-dire le déterminisme ratzelien.

Le déterminisme prôné par Friedrich Ratzel, fondateur de l'école allemande de géographie humaine, était un déterminisme selon lequel l'environnement physique est celui qui détermine soit directement ou indirectement, le comportement de l'homme, ses actions, son habitat, et ses modes de vie. Pour les adeptes du déterminisme, l'environnement est supérieur à l'homme, celui-ci étant un acteur passif dont les décisions sont soumises aux facteurs extérieurs de l'environnement. Pour les déterministes, l'histoire, la culture, les styles de vie, ou les étapes du développement d'un groupe social sont considérablement déterminés par l'environnement à partir d'un rapport stimulus-réponse¹¹². Suivant le raisonnement déterministe qui privilégie l'importance de l'environnement sur l'homme, l'Europe Centrale-Orientale, une région éminemment agraire, fournissant des matières premières, sera liée par une complémentarité à l'espace industriel allemand, composant un hinterland pour le géant économique incarné par l'Allemagne, d'autant plus que la zone était peuplée par des minorités allemandes. Parmi ceux qui envisage le destin et le rôle de l'Allemagne dans l'Est du continent se trouve Friedrich Ratzel fondateur de l'école allemande de géographie humaine, énonçant le fait que l'humanité vit sous les lois de la nature, Ratzel étant futur inspirateur de Rudolf Kjellen inventeur du terme géopolitique et puis de Karl Haushofer¹¹³. Elève du philosophe, biologiste et naturaliste Ernest Haeckel, Ratzel était zoologue de formation et par conséquent beaucoup influencé par des idées darwinistes et malthusiennes,

¹¹⁰ Arild Holt-Jensen, *Geography: History and Concepts*, London: Sage Publications, 2009, p. 66.

¹¹¹ Serge Courville, *Introduction à la géographie historique. Géographie historique*, Presses Université Laval, 1995, p. 14.

¹¹² Lalita Rana, *Geographical thought*, New Delhi: Concept Publishing Company, 2008, p. 387.

¹¹³ Arild Holt-Jensen, *op.cit.*, p. 63.

qu'il emploiera dans son entreprise de parachever une biogéographie¹¹⁴ qui avait comme pilier central la notion d'espace vital¹¹⁵. Quoique plus tard « il abandonna graduellement les théories de Darwin sur la sélection naturelle et devint davantage convaincu par l'idée d'évolution spatiale¹¹⁶ ». C'est à partir de sa formation de zoologue qu'il utilisera le terme d'espace vital, *Lebensraum*, un terme que Ratzel définissait comme : « *surface géographique requise pour supporter une espèce vivante dans la normalité de sa taille démographique et son mode d'existence*¹¹⁷ ». Ces idées seront plus tard récupérées et dans une certaine mesure dénaturées, tant par la République de Weimar dans les années 20 pour justifier sa politique de révision des frontières, que par le régime nazi qui ajouteront une forte dimension raciale, surtout dans sa quête d'asservissement des peuples à l'Est de l'Allemagne, après le déclenchement de l'Opération Barbarossa contre l'Union soviétique, le 21 juin 1941, afin de réaliser une gigantesque et utopique entité appelée *Großgermanisches Reich Deutscher Nation*¹¹⁸.

Contrairement à la pensée naturaliste allemande imprégnée par le déterminisme ratzelien, dont les différences peuvent être vues dans le tableau 1.1, Paul Vidal de la Blache affirme que l'homme peut maîtriser l'environnement physique grâce à sa culture et à la technologie et échapper à toute prédestination, qu'elle soit déterminée par l'environnement physique ou non¹¹⁹. Au début de ses recherches Vidal de la Blache est influencé par les travaux des géographes allemands, dont Friedrich Ratzel, qu'il ne pouvait pas ignorer¹²⁰. Vidal de la Blache partant de l'analyse homme-milieu va reprendre le binôme de Ratzel, mais il met au centre de ses recherches l'adaptation de l'homme à son milieu, soulignant la symbiose de l'homme avec son espace, et non la domination du dernier sur le premier. Trois grandes notions se trouvent à la base de ce qu'on va appeler la tradition vidalienne et plus tard (depuis 1922) le possibilisme : d'abord, le milieu ou l'environnement, pour lequel l'homme est en même temps maître et associé, et non un simple soumis; ensuite, le concept de genre de vie, c'est-à-dire comment les peuples vivent et utilisent les ressources de leur milieu pour leurs

¹¹⁴ Cf. [Gerhard Müller](#), « Ratzel et la biogéographie en Allemagne dans la deuxième moitié du XIX^e siècle » in *Revue d'histoire des sciences*, 1992, Vol.45, [Numéro 45-4](#), pp. 435-452.

¹¹⁵ Charles Hussey, « Y aurait-il deux Friedrich Ratzel » in *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 37, n° 101, 1993, p. 437.

¹¹⁶ André-Louis Sanguin, « En relisant Ratzel » in *Annales de Géographie*, vol. 99, numéro 555, 1990, p. 585.

¹¹⁷ *Ibidem*, p. 589.

¹¹⁸ Klaus Hildebrand, *The Foreign Policy of the Third Reich*, Berkeley: University of California Press, 1973, p. vii.

¹¹⁹ Mariusz Czepczynski, *Cultural Landscapes in Post-Socialist Cities: Representations of Powers and Need*, Hampshire: Ashgate Publishing, 2012, p. 19.

¹²⁰ [Orlando Ribeiro](#), « En relisant Vidal la Blache », in *Annales de Géographie*, vol. 77, numéro 424, 1968, p. 661.

besoins, englobant leurs habitudes et pratiques; et finalement, la circulation, comme conséquence des échanges et des contacts entre différents milieux¹²¹. En somme, du point de vue du possibilisme, la Nature ne trace pas à l'individu un certain chemin qu'il est déterminé de suivre, mais elle lui offre des opportunités parmi lesquelles il peut choisir sa propre voie. Pour ses partisans, l'organisation étatique n'est pas la réalisation exclusive de l'action extérieure de l'environnement physique, mais elle est créée à la suite des choix et puis par les travaux (compris comme efforts physiques et intellectuels) d'une société, composée par des individus maîtres de l'environnement et électeurs des multiples possibilités de faire leur vie¹²².

Critères de distinction	Déterminisme	Possibilisme
La source des idées clés	<i>Les sciences naturelles</i>	<i>Les sciences naturelles</i>
La méthodologie	<i>La loi positiviste</i>	<i>Travail empirique sur le terrain</i>
L'agent culturel	<i>L'environnement</i>	<i>L'environnement et le peuple</i>
L'échelle géographique	<i>Nationale et globale</i>	<i>Régionale et globale</i>
Les valeurs sociales	<i>L'échange commercial</i>	<i>Le peuple</i>
La finalité politique	<i>L'Etat et l'armée</i>	<i>La mutualité, la participation civique</i>

Tableau 1.1 Les différences entre le déterminisme ratzelien et le possibilisme vidalien

Source : Jon Anderson, *Understanding Cultural Geography: Place and Traces*, New York: Routledge, 2009, p. 19.

Cette tradition vidalienne mettra l'accent sur la *possibilité* pour l'homme de façonner son destin indépendamment de la conditionnalité irrévocable du milieu, l'homme étant maître de son environnement et finalement de son destin, en essayant ainsi de réduire la portée des postulats déterministes de la pensée ratzelienne¹²³. Ces principes seront liés à ceux de l'autodétermination des nationalités, et de la capacité de celles-ci à se gouverner elles-mêmes, sans avoir besoin d'une tutelle de la part d'une puissance dirigeante. Ainsi s'explique le lien épistémologique entre la vision des géographes français (formés majoritairement par Vidal de

¹²¹ Serge Couville, *op.cit.*, pp. 15-16.

¹²² Lalita Rana, *op.cit.*, p. 399.

¹²³ [Orlando Ribeiro](#), « En relisant Vidal la Blache », in [Annales de Géographie](#), vol. 77, numéro 424, 1968, p. 651

la Blache) présents aux travaux de la Conférence de Versailles, et la volonté politique des peuples des anciens empires disparus d'accéder à l'indépendance à travers le droit à l'autodétermination¹²⁴. Il y a une connivence entre la vision scientifique des géographes vidaliens (De Martonne, qui était son gendre, Albert Demangeon, Lucien Febvre, Jacques Ancel) et ses autres savants (tels les slavistes, Louis Léger, Ernest Denis) qui jouent un rôle prépondérant dans la naissance de cette nouvelle Europe Centrale-Orientale, perçue comme la concrétisation du possibilisme.

Selon cette « *pensée française qui incline à un néo-kantisme, on y conçoit l'Etat moins comme l'expression d'une puissance intégratrice que comme la résultante d'habitudes héréditaires de vie collective, de travaux communs, de besoin de protection*¹²⁵ ». Et c'est précisément dans cette nouvelle Europe Centrale-Orientale que l'école française de géographie politique trouva l'objet de ses études et recherches, mais aussi la validation de ses théories et d'un nouveau paradigme, car elle était reconstruite à partir du principe d'autodétermination des nationalités et « *ces aspirations nationales étaient non seulement légitimes, mais aussi conformes à la nouvelle marche de l'histoire*¹²⁶ ».

A l'intérêt scientifique on ajoute la récente volonté politico-diplomatique de Paris de réorganisation de cet espace en zone pivot pour la future sécurité française, surtout en tenant compte de la possibilité que la future République de Weimar l'ait. Essayant d'arracher les nouveaux Etats de la sphère de l'Allemagne, la France emploiera ses moyens, le rayonnement culturel, la présence militaire, la pénétration économique, et tout un réseau de traités pour la mise en place d'un système sécuritaire qui aurait permis de ne pas laisser le glissement des nouveaux Etats vers Berlin. L'analyste Jacques Bainville après la clôture de la conférence de 1919, et méfiant envers les effets et la validité du Traité prophétisa :

« *La marche de l'Allemagne est tout indiquée. C'est par l'Est qu'elle commencera sa libération et sa revanche. Si nous n'intervenons pas délibérément le jour où elle essaiera de reconstituer sa frontière orientale, si nous renouvelons la funeste abstention de Sadowa*¹²⁷ ... »

¹²⁴ Geoffrey Parker, « Ratzel, the French School and the birth of Alternative Geopolitics », in *Political Geography*, numéro 19, 2000, p. 959.

¹²⁵ Yannick Muet, « Les géographes et l'Europe. L'idée européenne dans la pensée géopolitique française de 1919 à 1939 », Genève: *Editions de l'Institut européen de l'Université de Genève*, 1998, p. 58.

¹²⁶ *Ibidem*, p. 60.

¹²⁷ Jacques Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, Paris: Editions Jean-Cyrille Godefroy, 1996, p. 143.

En guise de conclusions

La funeste abstention de Sadowa avait été l'occasion manquée de neutraliser cette Europe Centrale-Orientale incarnée à l'époque par l'empire des Habsbourg, par une éventuelle alliance (qui ne se produira jamais) entre Napoléon III et François-Joseph contre Bismarck. On voit revenir comme un *leit-motiv* de la politique étrangère française la nécessité de trouver dans cette région un pivot de sécurité et une stabilité continentale face à une possible hégémonie allemande. Car on le voit bien, elle devient une sorte de clé de voûte de la paix européenne. La Deuxième Guerre Mondiale commencera par le démembrement de l'Europe construite à Versailles, d'abord par l'avalement de la Tchécoslovaquie (aux Accords de Munich en 1938, puis par l'anéantissement de la Pologne et la mutilation territoriale de la Roumanie (qui perdra au profit de ses voisins, la Transylvanie du Nord, la Bessarabie, la Bukovine du Nord et le Cadrilatère). La fin de cette « Europe à la française » a marqué la fin de la paix.